# Rouge

M 1578 N° 1183 6,50F | Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale) | du 7 au 13 novembre 85


**Le VIIe Congrès de la LCR s'est tenu**

P. 8 et 9

## Nicaragua

# Bataille pour la survie

De notre envoyé spécial

# Pour quelques plaquettes de beurre...

**Par Christian Picquet**

Sordide dénouement de ce qui fut le feuilleton politico-policier de l'été. Le procès du sabotage du navire de l'organisation écologiste Greenpeace n'aura finalement pas lieu. Au terme de sombres tractations diplomatiques, le gouvernement travailliste de Nouvelle-Zélande a transformé l'accusation de meurtre qui pesait sur les faux époux Turenge – alias les deux agents de la DGSE ayant préparé l'attentat contre le *Rainbow Warrior* – en accusation d'« homicide involontaire ». Si rien ne vient gripper le mécanisme, nos deux espions devraient donc prochainement recouvrer la liberté.

Quelle leçon de choses ! Un acte de terrorisme international a été commis par les sbires d'une des principales puissances occidentales. Un homme est mort, simplement parce que ses convictions l'avaient conduit à participer à une action de contestation de la politique nucléaire française dans le Pacifique. Pourtant, les auteurs de cet acte criminel et leurs complices demeureront impunis, tout comme leurs commanditaires. On a certes sacrifié le ministre de la Défense et le chef des services secrets sur l'autel de la raison d'Etat. Mais cette prétendue sanction n'empêche pas aujourd'hui Hernu de diriger la liste socialiste du Rhône pour les prochaines législatives et de laisser entendre qu'il se met sur les rangs de la course à l'Elysée.

La France de Mitterrand et de Fabius renoue ainsi avec une tradition chère à la V^e^ République, celle de l'étouffement des scandales. Il faudra désormais ajouter le dossier Greenpeace à l'interminable liste des affaires classées par la droite lorsqu'elle était au pouvoir de l'enlèvement de Mehdi Ben Barka à l'assassinat du prince de Broglie. Comme toujours, quelques compensations sonnantes et trébuchantes auront suffi à rétablir la loi du silence. En l'occurrence, Paris n'aura eu qu'à promettre d'assouplir les quotas imposés aux exportations néo-zélandaises en beurre et viande de mouton, pour que les autorités d'Auckland oublient leur hostilité aux expérimentations françaises à Mururoa.

Quelques milliers de plaquettes de beurre ou de têtes de bétail contre la mort d'un homme : le cynisme d'Etat ne connaît aucune limite. Comme il est loin le temps où l'actuel hôte de l'Elysée dénonçait ces marchandages en ces termes : *« Il en est des activités singulières de cette faune des bas-fonds comme des icebergs : ce qui sort en surface est peu de chose auprès de ce qui reste caché aux regards. »*

## ARMEE
### La grande muette devient bavarde

La grande muette est ces temps-ci bien bavarde. Après le général Imbot et son problème de *« branches pourries »*, voilà le général Arnold, commandant de la première division blindée, qui larmoie sur le retard accumulé par l'armée classique. Celle-ci serait, selon lui, vétuste, les délais de livraison des nouveaux chars AMX 30 B2 trop longs et les contraintes budgétaires énormes.

Ce dont se plaint le général Arnold, qui a d'ailleurs été suspendu par Paul Quilès, son ministre, c'est de la réorganisation de l'armée engagée par Charles Hernu. Les divisions classiques, corps pléthoriques et peu mobiles ont été un peu dégraissées au profit de la force d'action rapide aujourd'hui forte de quarante-sept mille hommes et dotée d'hélicoptères et moyens de transports très coûteux. De là à conclure que l'armée classique est marginalisée et laissée pour compte, il y a un pas un peu vite franchi, et les problèmes de financement qu'Arnold soulève relèvent de la fable (voir l'article page 7).

C'est d'ailleurs pour cette raison que la sanction prise contre Arnold a suscité peu de remous du côté de l'état-major. La politique militaire du gouvernement socialiste ne leur est pas défavorable, tant s'en faut, et cet été, Hernu a même obtenu une rallonge pour l'armée.

## BASQUES
### Marche pour les réfugiés

Voilà plusieurs semaines qu'ils en parlaient et ils l'ont fait. Ils ont été trois cents à parcourir à pied les villes et les villages du Pays Basque pour obtenir de la population un soutien aux réfugiés basques espagnols menacés d'expulsion par le ministère de l'Intérieur.

L'initiative a été prise par les représentants de la communauté basque espagnole réfugiée ainsi que par le comité de soutien. La marche a duré une semaine dans les trois provinces du nord et s'est terminée samedi dernier à Hendaye.

Drapeau nationaliste en tête, les marcheurs avaient un but simple : réveiller la population endormie. A chaque étape des tracts étaient distribués et des séances d'explication se tenaient. Partout, l'accueil a été favorable. La manifestation avait été interdite par la préfecture de police mais tant la gendarmerie que la police ne sont intervenues : les forces de l'ordre se sont contentées d'accompagner les marcheurs et de dresser de temps à autre des procès verbaux.

Déjà trente réfugiés ont été expulsés et soixante ont été contraints de s'éloigner du Pays Basque. Près de deux cent vingt personnes risquent l'expulsion, sans compter les vingt-cinq réfugiés assassinés par le GAL.

## IVG
### Les femmes aussi, laissez-les vivre

Les opposants à l'avortement reviennent à l'attaque, une arme nouvelle à la main. L'arme, c'est un film parrainé par Reagan et réalisé par un prétendu scientifique, le docteur Nathanson. *Le Cri silencieux*, projeté depuis plusieurs mois déjà aux Etats-Unis, fait son apparition en France. L'idée est simple mais certainement pas nouvelle, comme son auteur veut le faire croire. L'avortement y est stigmatisé comme un crime et l'embryon y est considéré comme un être humain. Et Nathanson d'expliquer : *« Il n'y a pas de différence entre un fœtus de dix semaines et un fœtus de vingt-huit semaines*, et toujours selon lui, *un embryon de dix semaines éprouve de la douleur et ressent un danger mortel au moment de l'avortement. »*

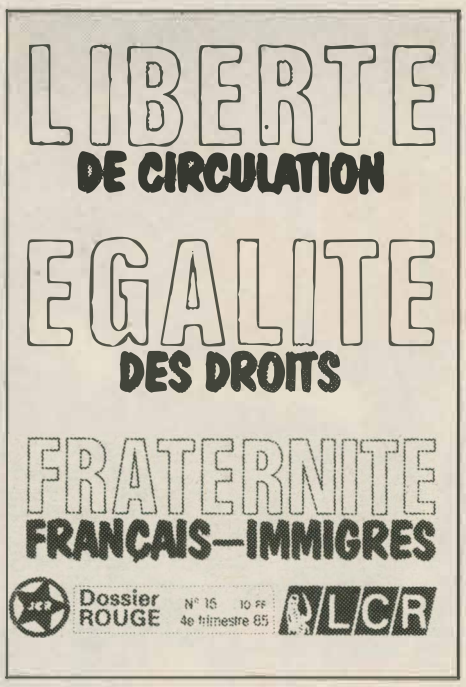
On imagine le choc émotionnel que peut susciter un tel film dont le but est uniquement de tromper les gens et de remettre en question le droit des femmes à disposer de leur corps.

Pour l'heure, le Mouvement français pour le planning familial a dénoncé *« cette entreprise mystificatrice »* dans un communiqué intitulé justement *« Les femmes aussi, laissez-les vivre. »* Il dénonce *« les relents fétides du vieil ordre moral »* véhiculé par ce film. Il dénonce également *« ceux qui considèrent les maternités subies comme une fatalité pour les femmes et rejettent celles qui refusent de se soumettre au risque de leur vie »*. Enfin, il rappelle au passage que le cervelet se forme au septième mois, que l'enveloppe de la moëlle épinière et celle du cerveau s'achèvent entre la vingtième et la quarantième semaine, bref qu'un fœtus de dix semaines n'a pas les moyens de *« souffrir »* ni à fortiori de *« pressentir un danger mortel »*.

## MONTPELLIER
### Un nouveau procès gagné contre le FN

Lors des dernières élections municipales, un dirigeant de la LCR, à Montpellier, Paul Alliès, a traité le candidat local du Front national de *« raciste »*. La réplique n'a pas fait un pli et comme à son habitude le Front national s'est lancé à corps perdu dans une bataille juridique pour obtenir la condamnation d'Alliès. En première instance le Front national a perdu, puis gagné en appel. La Cour de cassation, saisie, a cassé le jugement et a renvoyé l'affaire devant le tribunal de Nîmes qui vient de donner tort au Front national, mais celui-ci ne se décourage pas et vient à nouveau de faire appel. Affaire à suivre donc encore un bon moment...

## N'oubliez pas !



| ABONNEMENT A DOMICILE | FRANCE DOM-TOM | ETRANGER |
|---|---|---|
| **1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR**<br>52 Rouge + 11 Critique communiste<br>+ les numéros hors série de Critique communiste | **450 F** | **500 F** |
| **2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE**<br>6 mois = 24 numéros | **160 F** | |
| **3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE**<br>1 an = 11 numéros | **150 F** | **170 F** |
| **4. CAHIERS DU FEMINISME**<br>5 numéros | **65 F** | **75 F** |
| **5. INPRECOR**<br>1 an = 25 numéros | **250 F** | **250 F** |
| **Abonnements par avion : nous consulter** | | |

**Nom** _____

**Prénom** _____

**Adresse** _____

_____

**Formule choisie** ___

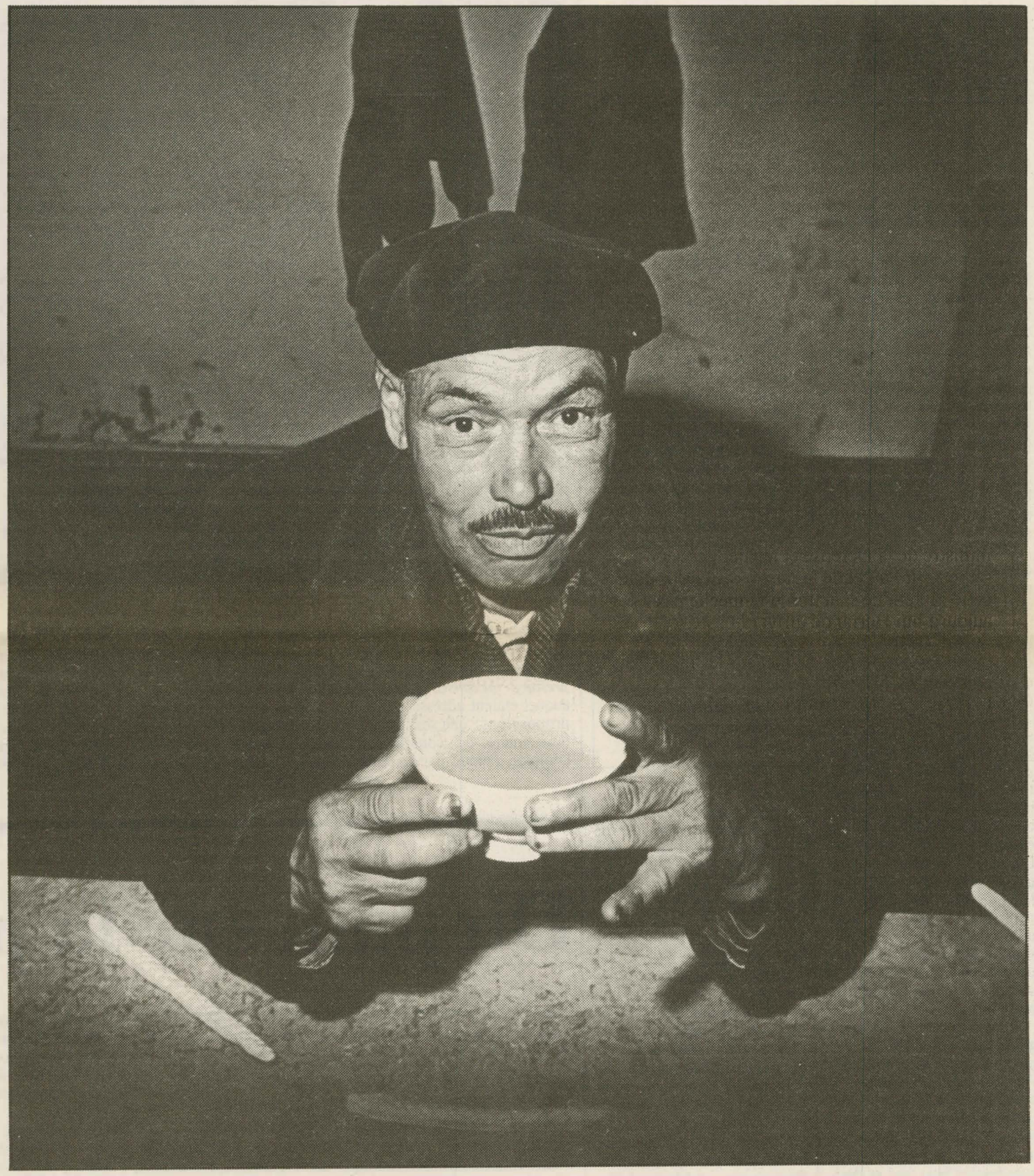
**Règlement à l'ordre de PEC,**
**2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil**
**Tél : 859 00 80**

Rouge

◆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication, SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75 011 Paris
◆ Gérant : Léon Crémieux
◆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte
◆ Tirage : 10 000 exemplaires
◆ Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).
◆ Composition impression : Rotographie, Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 31.
◆ Commission paritaire 63922

# Hiver de misère

*Des pauvres mourront encore de froid cet hiver, tandis que les riches noieront le nouvel an dans le champagne. Un raccourci ? Voire.*



Le froid de l'hiver, l'an dernier, a tué vingt-sept personnes. Des « nouveaux pauvres », sans travail, ni domicile fixe n'ont pas passé l'hiver. La misère et la mort seront présentes cette année encore, au rendez-vous des premiers grands froids. Le chômeur longue durée pensionnaire de l'Armée du salut, le jeune provincial débarqué à Paris pour « trouver du boulot » qui se clochardise dans les couloirs du métro, la famille sans ressources, dans une pièce sans chauffage... feront à nouveau la une du spectacle des médias en décembre : « Ah les pauvres » !

Un milliard de francs. C'est environ le millième du budget de l'Etat, le cent cinquantième des crédits versés à l'armée française, l'équivalent de la fortune d'un seul des riches qui font la une des enquêtes journalistiques sur les grandes fortunes aujourd'hui. Un milliard. C'est la somme qui vient d'être budgétisée pour « lutter contre la misère » d'un million de personnes sans ressources, au moins. Le double des crédits débloqués l'an dernier : preuve s'il en est que cette charité-là n'a fait qu'entretenir le mal.

*« Les hommes naissent libres et égaux. »* Quelle blague ! Quelle liberté et quelle égalité peuvent donc se partager l'enfant d'une famille de chômeurs et celui d'une famille de la haute ? La misère pour l'un, la fortune pour l'autre. Et la fortune se porte bien. *Le Journal des finances* du 2 novembre – connaisseur s'il en est – ne peut que nous en convaincre en commentant et précisant la dernière enquête du *Nouvel Observateur* sur les grandes fortunes françaises.

*« Le Nouvel Observateur*, note le *Journal des finances, s'est limité aux vingt plus grandes fortunes (fourchette de cent trente millions de francs à 2,1 milliards).*

*Le classement a d'ailleurs tout des imperfections qu'un premier jet ne peut manquer d'avoir. Sont par exemple absents madame Metzelopoulos-Petit (six cents millions de francs environ). Michel David Weil (associé de Lazard-Frères dont il possède 3,5 % et dont les revenus annuels et la fortune sont estimés par le Wall street journal respectivement à cinquante millions et cinq cents millions de dollars) Le baron Bich (plus d'un milliard sept cents millions de francs pour sa participation dans Bic) et Edouard Buffard (six cents millions de francs d'actions Bic), la famille Ricard (près de trois milliards de francs pour sa participation dans Pernod-Ricard) ou les Salomon, dont l'introduction au second marché a fait apparaître un milliard six cents millions de fortune. La liste pourrait être poursuivie avec les grandes familles de l'alimentaire Bongrain, Vilegrain (Grands Moulins de Paris), Leven (Perrier), Hennessy (...) de la distribution et de la vente par correspondance (La Redoute, Damart, les trois Suisses), de l'automobile (Michelin et Peugeot)... »* Arrêtons là, l'énumération.

Mais que peut penser un chômeur sans domicile fixe, s'il lit ces lignes après avoir ramassé un exemplaire de ce journal dans les couloirs du métro ? Et les rangs des pauvres ne peuvent que s'accroître. Entrer au chômage devient un phénomène « banal ». Les dernières statistiques à l'INSEE en témoignent. 3,7 millions de personnes se sont inscrites à l'ANPE en 1984. Dix mille inscriptions « nouvelles » par jour. Plus de six cents mille (80 % de jeunes) étaient à la recherche de leur premier emploi. Tous n'ont certes pas les mêmes problèmes : le marché de l'emploi des cadres, par exemple, a été très actif cette année. Mais tout le démontre : ce sont bien les masses populaires qui font les frais de la crise.

Des pauvres mourront donc de froid cet hiver, tandis que les grandes fortunes noieront la nouvelle année dans le champagne et le foie gras. Le milliard de crédit annoncé par Georgina Dufoix ou les restaurants pour sans-emploi de Coluche resteront impuissants devant cette disparité-là.

Ce rapprochement au parfum de scandale n'est pas artificiel. On aura noté que la liste des grandes fortunes, énumérées plus haut, recoupe celle de ceux qui possèdent les usines, les bureaux et les banques de ce pays. Et c'est dans leurs rangs que se trouvent les stratèges de cette fameuse « modernisation » industrielle productrice de chômage, de baisse du niveau de vie et de misère.

Soulevons le voile, à l'horizon la société de liberté qu'on nous propose apparaît à l'occasion des prochaines échéances électorales... de droite à gauche.

**Michel Morel**

## Formation

La LCR organise à Paris un cycle de formation élémentaire ouvert à tous ses sympathisants et aux lecteurs de *Rouge*.

Ce cycle débutera le 30 octobre et se tiendra pendant huit semaines tous les mercredis de 19 à 21 heures au 9, rue de Tunis, Paris 11e.

30 octobre : La lutte des classes dans l'histoire.
6 novembre : La Révolution russe.
13 novembre : Le stalinisme.
20 novembre : La révolution politique.
27 novembre : Oppression et radicalisation des femmes.
4 décembre : La social-démocratie.
11 décembre : La révolution permanente.
18 décembre : Construire la LCR pour construire le parti révolutionnaire.

## CHOMEURS-ALENÇON

# Echec à l'expulsion

*Une expulsion pour l'exemple ? En tout cas, le comité contre le chômage d'Alençon n'a pas attendu pour occuper la mairie... et imposer le relogement de Gilbert et de sa compagne dans un appartement HLM. Du coup, l'initiative a débloqué d'autres mesures. L'action paye !*

● **De notre correspondant.**

Un chômeur de cinquante-quatre ans, Gilbert, et sa compagne, handicapée, ont été expulsés manu militari, et pour l'exemple, le 17 octobre dernier du logement qu'ils occupaient dans le quartier de Courteilles. Pour toute proposition de relogement, on offrait à l'un l'hébergement au foyer Emmaüs, à l'autre l'accueil provisoire dans un autre centre, situé à l'autre bout de la ville. Le tout, bien sûr, sans la moindre garantie !

C'est la troisième tentative d'expulsion à Alençon depuis un an. Là encore, le préfet a refusé de réquisitionner un logement vacant pour accueillir le couple, comme le demande avec force le Comité d'action contre le chômage, depuis 1984 [1].

Soulignons cette évidence scandaleuse : la préfecture, les sociétés d'HLM, la mairie, la DDASS et l'ANPE, tous efforts conjugués, n'avaient trouvé qu'une solution aux difficultés de ces chômeurs sans ressources : l'expulsion brutale (dont la presse aura été priée, d'ailleurs, de ne pas se mêler), au petit matin, peu de temps avant l'hiver... Seule l'intervention déterminée du comité de chômeurs débloquera la situation en vingt-quatre heures.

Sitôt l'expulsion connue, grâce aux antennes dont il dispose aux quatre coins de la ville, le comité contre le chômage a réagi. Une vingtaine de ses membres, parmi lesquels plusieurs immigrés, investissent la mairie quelques heures plus tard et décident de l'occuper jusqu'au relogement de Gilbert, dans des conditions décentes et normales.

Après vingt-quatre heures d'occupation — dont une nuit complète — et de longs palabres avec les représentants de la municipalité (de gauche), le comité obtient gain de cause. Le couple expulsé sera relogé dans un appartement HLM. L'intervention des chômeurs a permis aussi de débloquer très vite un arriéré d'indemnités chômage de 18 000 francs. Enfin, l'ANPE s'engage à permettre à Gilbert de suivre un stage de formation de mécanicien dans moins d'un mois.

Mais la lutte a été rude. La mauvaise volonté des élus socialistes de la ville était évidente. Ils étaient plus prompts à crier avec les loups et à adopter le point de vue des organismes logeurs qu'à rechercher une solution à l'expulsion. Les organismes sociaux de tout poil, de leur côté, ont crié haro sur le baudet (le chômeur expulsé en l'occurrence), avec la bénédiction d'*Ouest-France*. Le soutien de l'adjointe au maire, membre du PCF, se limitera au communiqué de presse, sans intervention directe réelle. Et ne parlons pas de la brutalité des flics lors de l'expulsion — la compagne de Gilbert, malade, s'est vu refuser de prendre ses médicaments. Ne parlons pas plus du cynisme cauteleux et hypocrite de la préfecture qui avait donné l'ordre de *« lâcher les chiens »* !

Le comité alençonnais, à la suite de son action, obtenait une entrevue sur les problèmes de l'emploi et du logement dans l'Orne avec le champion français du cumul des mandats : Hubert d'Andigné. Président du conseil général, celui-ci est également depuis quelques mois le président musclé de l'office départemental des HLM. L'entrevue s'est déroulée le 25 octobre. Le comité des chômeurs revendiquait notamment de participer à titre consultatif au fonds d'aide aux impayés et l'intervention de celui-ci dès que *« les retards s'élèvent à 4 000 ou 5 000 francs »*.

*« Retirant sa casquette de président de l'office »*, note la presse locale, Hubert d'Andigné ajustait ensuite *« celle de président du conseil général »*, auquel étaient adressées trois propositions : une session extraordinaire du conseil sur l'emploi, l'étude par les élus départementaux de la situation des chômeurs longue durée, l'inventaire des besoins de formation.

*« Bref,* conclut le journal *Ouest-France, cette rencontre de deux heures entre Joseph Montier, ses amis et le président d'Andigné constitue une première. Jamais le comité ne s'était entretenu ainsi avec le patron du département. Le tout est de savoir quel prolongement on peut en attendre. »* Nul doute que le comité d'Alençon y veille.

1. Une note du ministère des Affaires sociales, datée du 23 octobre 1984, donne pourtant cette possibilité aux préfets, dans le cadre des *« mesures d'urgence contre la précarité »*. Le sous-préfet de Lisieux a procédé à une telle réquisition, l'hiver dernier, à la demande de l'association de chômeurs de la ville.

**Jean-Paul Dunoy**

## Non-droit

Les chômeurs sont-ils les immigrés de l'intérieur ? Tous sont, de plus en plus, en état de non-droit. Non-droit au travail, non-droit au logement, non-droit au regroupement familial. Qu'il s'agisse pour les travailleurs étrangers des difficultés rencontrées — et renforcées ces derniers mois — pour faire venir leur famille en france. Qu'il s'agisse pour les chômeurs français des risques de dislocation nés de leur situation économique. L'expulsion d'Alençon est un révélateur. Comme la réaction du comité de chômeurs d'Alençon — parmi lesquels plusieurs immigrés — est un exemple. A suivre !

# Du pain sur la planche

*Une réunion des associations de chômeurs se tient à Paris les 5 et 6 novembre, convoquée par l'une des deux composantes issues de la scission rocambolesque du mouvement des chômeurs cet été. Première réunion nationale depuis la marche des chômeurs du 30 mai, elle a du pain sur la planche.*

La marche du 30 mai avait démontré le décalage entre la mobilisation des associations de province et le semi-échec de Maurice Pagat, peut-être davantage préoccupé de sa « fameuse » rencontre avec Bernard Tapie que par le renforcement du syndicat parisien sur lequel il voulait régner ! Le 30 mai fut une épreuve dont la direction Pagat sortit affaiblie. Elle ne tarda pas à voler en éclats. C'était la sanction du fonctionnement antidémocratique du Syndicat des chômeurs, du « caporalisme » que voulait imposer Pagat au mouvement des chômeurs en construction, allant jusqu'aux exclusions, telles celles des associations de l'Ouest par exemple.

La volonté de construire une fédération nationale était pourtant largement partagée dans le mouvement des chômeurs, le principe en avait même été adopté lors des réunions nationales précédant le 30 mai. Elle resta lettre morte, au profit d'une opposition arbitraire entre le Syndicat des chômeurs « parisien » et les associations de province. Le discrédit de Pagat, enfin, ne pouvait qu'être accru par les tristes péripéties de cet été au château des chômeurs de Bais, en Mayenne, où l'on vit un « TUC » employé par le syndicat parisien faire la grève de la faim contre ses conditions de travail et de salaire.

Michel Vergely, jusqu'alors le fidèle bras droit de Pagat, prit ses distances dans des conditions rocambolesques — occupation de la Maison des chômeurs où Pagat s'était « réfugié ». La presse en fit ses choux gras. Vergely, responsable aujourd'hui de la Maison des chômeurs de Paris, cherche à se présenter comme le porte-parole des associations de province sur la démocratie interne. Rappelons-le tout de même, ce conflit date du temps où il était le bras droit de Pagat. Inutile de dire que le mouvement des chômeurs en construction a subi de plein fouet les conséquences internes et publiques de cette scission largement apparue comme un règlement de comptes. Le repli sur elles-mêmes des associations de province en sort renforcé, l'éclatement du mouvement des chômeurs s'en trouve accru.

Plus profondément, la crise du mouvement qui commençait tout juste à se construire relève de l'orientation imposée au Syndicat des chômeurs et largement contestée lors de la marche du 30 mai. Au lieu de rassembler l'ensemble des chômeurs et de faire un vaste front des sans-emploi et des actifs, l'orientation Pagat s'en prenait aux travailleurs au lieu de s'attaquer au patronat. La revendication du partage des revenus, de la baisse du temps de travail liée à la baisse des salaires au-dessus de deux fois et demie le SMIC en est un exemple.

Au lendemain de la rencontre des 5 et 6 novembre à Paris, et alors que Pagat annonce de son côté une réunion nationale fin décembre, le mouvement des chômeurs se retrouve donc face à un dilemme de plus : la division organisée. Tout devra être fait pour en sortir. L'organisation d'une marche nationale des chômeurs, à l'exemple de celles organisées depuis plusieurs années maintenant par les antiracistes, peut être un moyen de mobilisation et de rassemblement. De nombreuses délégations de province en avaient évoqué la perspective, lors de la manifestation du 30 mai.

**Jean-Pierre Pallois**

## COFAZ-BORDEAUX

# Travailleurs à vendre ?

*Imaginez un peu : un matin, avant d'« embaucher », vous achetez votre journal et vous découvrez au détour d'une page que votre usine a été rachetée par une multinationale. C'est ce qui est arrivé fin mai aux travailleurs de la COFAZ, à Ambarès près de Bordeaux.*

● **De notre correspondant.**

Les travailleurs du groupe ont connu leur première restructuration dès juin 1982. Elle était bleu-blanc-rouge, celle-là, cocorico *made in France* à l'appui. Dans le cadre du plan chimie, le gouvernement avait réuni les quatre groupes d'engrais français pour n'en former que deux. L'APC-Gesa, filiale de CDF (Charbonnages de France), avec une usine à Bordeaux d'un côté, la Cofaz de l'autre, dans lequel l'Etat est majoritaire avec les participations de Total (55 %), Paribas (34 %), Rhône-Poulenc (11 %) dans le capital du groupe.

### Une restructuration déjà...

Dès mars 1983, les PDG bleu-blanc-rouge annoncent un plan de restructuration visant à « dégraisser » mille travailleurs sur un effectif de trois mille. Pas de licenciements globaux, les suppressions seront effectuées boite par boite. Et la riposte syndicale se cantonne à la lutte entreprise par entreprise.

A Ambarès, les effectifs passent de 320 à 265. A Nantes et Pandiès (près de Pau), même tabac. Montpoir et Tarnes (région de Bayonne) subissent les plus grosses attaques. Le coût de l'opération se monte à un milliard de francs – le chiffre d'affaires de la Cofaz est de cinq milliards environ – dont quatre cents millions versés par le gouvernement pour le plan de licenciement.

Aujourd'hui, quel rôle le groupe norvégien Norsk-Hydro entend-il jouer ? Sa proposition concernerait le rachat de 43 % du capital de la Cofaz détenu par Total, et de 27 % de celui de Paribas. Puissant dans le pétrole (mer du Nord), l'énergie (en Norvège), la pétro-chimie et l'aluminium, Norsk-Hydro veut ainsi affirmer sa domination sur le marché des engrais. Elle ne craint pas les foudres de la CEE à propos de la concurrence, puisque la Norvège n'en fait pas partie ! Le groupe a racheté, ces derniers temps, des usines d'engrais en Suède (Super-AB), aux Pays-Bas (NSM), en Grande-Bretagne (Fisons), négocié en RFA (avec une filiale du groupe pétrolier Veba) et en Italie (Montedison). Il commercialise les engrais des pays arabes et il vient de prendre le contrôle de Transnitro aux Etats-Unis. En deux ans, le chiffre d'affaires du secteur engrais de Norsk-Hydro a doublé, atteignant environ 16,5 milliards de francs. Il est parvenu au troisième rang mondial dans ce secteur.

### ... alors deux...

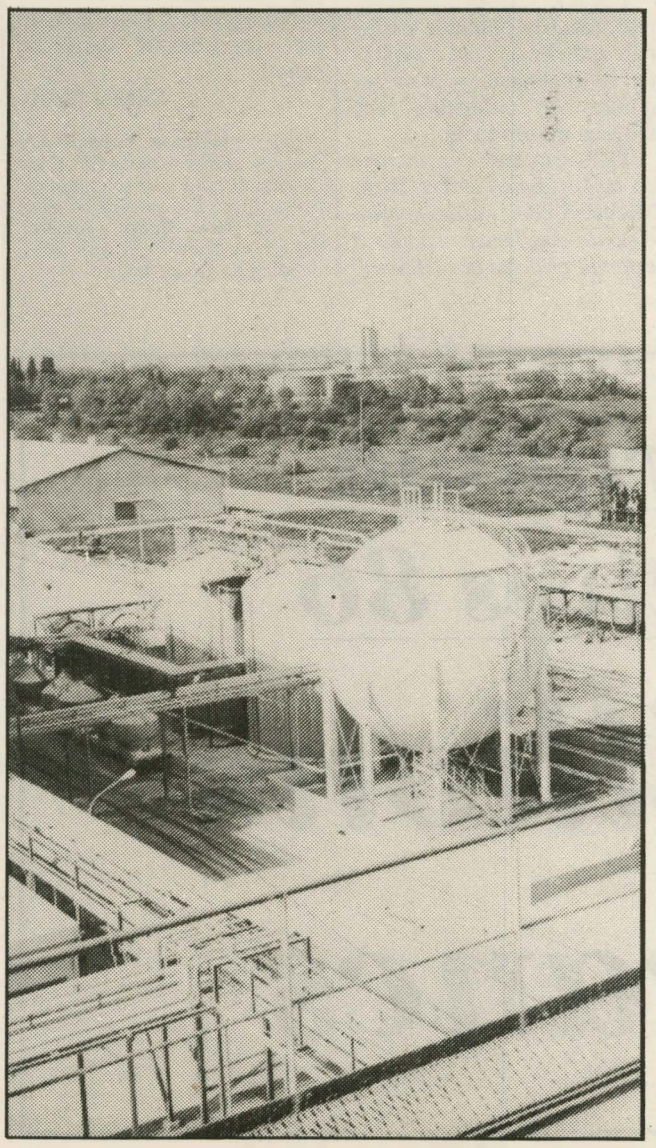
Les travailleurs de la Cofaz sont inquiets. Norsk-Hydro ne cherche-t-il pas, purement et simplement, à utiliser le réseau commercial de cette entreprise ? Ne cherche-t-il pas à inonder le marché des engrais français et européens de productions bon marché fabriquées en dehors de la France et de l'Europe ? A terme, cette démarche signifierait la liquidation de toutes les usines par restructurations progressives.

Pour les militants de la LCR qui travaillent à la Cofaz, la non-signature par le gouvernement du rachat de l'entreprise est une des revendications principales de la lutte. A ce jour, et depuis mai, rien n'est signé, et c'est un acquis, même si celui-ci est fragile. Des contacts et des débats ont lieu au sein du groupe pour maintenir la pression. Les militants de la LCR ont été à la tête des luttes qui ont marqué l'entreprise de 1976 à 1980 ; ils ont toujours combattu la logique du boite par boite, en proposant la généralisation de la lutte à l'ensemble du groupe. A Ambarès, ils ont proposé aux travailleurs de créer un comité de vigilance où se retrouveraient syndiqués et non-syndiqués afin notamment de rencontrer les élus locaux et d'obtenir leur engagement contre le rachat. Signalons enfin – c'est un bon exemple – qu'ils ont envoyé une lettre à toutes les sections de la IV[e] Internationale en Europe où Norsk-Hydro a racheté des filiales engrais pour mieux connaître les méthodes de ce groupe. Ils sont ainsi en contact régulier avec les camarades hollandais de la Wilkmill qui devrait, elle aussi, être rachetée par le groupe norvégien.

*Manifestation des travailleurs de la Cofaz lors de la précédente restructuration, en 1982.*

Leurs responsabilités sont de taille. Le PCF mobilise peu ou pas du tout, et reste sur le terrain de la meilleure gestion *made in France* possible. Le PS paraît divisé entre ses élus et chefs de file locaux. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au Budget et président du conseil général des Landes, s'est certes prononcé contre le rachat *« face à l'avenir de l'Aquitaine »*, mais on a toutes les raisons de rester inquiets. Le gouvernement qui tient, en fin de compte, la signature fatale au bout de ses stylos n'avait-il pas déjà complètement couvert la première restructuration ? N'avait-il pas donné pour celle-ci la somme de quatre cents millions prélevés sur les deniers publics ?

**Denis Ressni**



## Et les lois Auroux ?

Lors du vote des lois Auroux par le PS et le PCF, la CGT et la CFDT se réjouissaient en disant : nos élus auront enfin leur mot à dire sur tous les changements qui interviendront dans leurs usines. La réalité est tout autre. L'exemple de la vente de la Cofaz à la multinationale Norsk-Hydro le vérifie. La loi, rappelons-le, précise qu'en cas de fusion, le comité d'entreprise ou le comité central d'entreprise doivent être obligatoirement informés et consultés. Premier épisode : les actionnaires de la Cofaz – pourtant « contrôlés » par le gouvernement – vendent la Cofaz et les représentants syndicaux n'en ont rien su. Deuxième épisode : Cofaz et Norsk-Hydro attendent tranquillement l'accord de leurs gouvernements respectifs. Les représentants syndicaux font toujours face au blocus de l'information de leur direction, au silence du gouvernement. Conclusion : les lois Auroux n'ont rien à voir avec un réel droit de regard des travailleurs sur la marche de leur usine.

C'est du bidon, alors que le PS et le PC avaient à l'Assemblée et au gouvernement à l'époque tous les moyens d'instaurer de vrais droits de contrôle pour les travailleurs !

**Leur campagne et la nôtre**
**La campagne du CNIP**

Le CNIP, depuis la percée de Le Pen, est coincé entre ce dernier et le RPR. D'où ses hésitations pour fixer une stratégie pour les législatives. Il avait le choix entre trois hypothèses : alliance avec le RPR, avec le FN, ou seul avec les divers droite.

Le Pen était généreux en nombre de sièges, mais exigeant (campagne en sa faveur aux présidentielles). Chirac était avare en nombre de sièges. Restait la dernière hypothèse. Mais c'était la plus coûteuse : le CNIP a évalué à vingt millions de francs le coût de sa campagne avec les seuls divers droite. Même avec le soutien des petits patrons, ça faisait beaucoup. C'est sans doute la raison pour laquelle il a finalement passé accord sans gaieté de cœur avec le RPR.

Pour le lecteur de *Rouge*, il y a un enseignement à tirer : les 2,5 millions de notre souscription, en soi, peuvent sembler un objectif plus gros que le ventre ; en réalité – on le voit par comparaison aux vingt millions du CNIP –, c'est un petit budget pour une double campagne nationale électorale (législatives et régionales).

Un petit budget. Encore faut-il le rassembler. Pour cela chaque lecteur doit se défoncer, en puisant dans sa poche, mais surtout en tapant ses collègues, ses amis, ses parents. Alors fais un nœud à ton mouchoir.

LOIS AUROUX

# Droit d'expression ou d'auto-exploitation ?

*Le Conseil des ministres a étendu le champ d'application et les thèmes abordés par les groupes d'expression en y ajoutant la qualité des produits et l'organisation de la production. Une politique qui conforte celle des patrons et qui institue un défi pour les organisations syndicales.*

Quel contraste ! Le vote des lois Auroux et le droit d'expression « accordé » aux travailleurs dans l'entreprise avaient provoqué un sacré tollé patronal. Leur prorogation et leur extension aux entreprises de moins de deux cents salariés et de plus de cinquante n'a pas fait grand bruit. *« Elles entrent définitivement dans les mœurs des entreprises »*, commente ainsi *le Figaro.*

Le droit d'expression concerne donc aujourd'hui 32 500 entreprises et environ huit millions de salariés. Les 7,5 millions de salariés travaillant dans des entreprises dont l'effectif est inférieur à cinquante — on en compte 3 millions — en restent exclus. Le gouvernement juge sans doute que, dans ces petites boîtes, le droit d'expression des travailleurs ne vaut pas un clou.

Les thèmes de discussion abordés par les groupes d'expression ont été élargis, eux aussi. Ils ne se limitent plus aux seules conditions de travail mais concernent également la qualité des produits fabriqués et l'organisation de l'activité des unités de travail. De quoi faire dresser l'oreille.

Ces deux domaines, la qualité et l'organisation du travail, étaient jusqu'à présent du ressort des cercles de qualité et de progrès mis en place dans les entreprises à la seule initiative des patrons. Le gouvernement tient, une fois de plus, à les dépasser sur leur propre terrain : il intègre le tout dans les groupes d'expression, créés après négociation avec les organisations syndicales.

S'il demeurait un doute, la logique du droit d'expression à la sauce gouvernementale apparaît maintenant des plus claire : elle vise à attacher par tous les moyens les travailleurs à « leur » entreprise, à la qualité de ses produits, à l'organisation la plus rentable qui soit des unités de travail. Cela a un nom : l'intégration. Tout ce qui concerne les choix décisifs dans l'entreprise pour accroître ses profits reste bien sûr le domaine réservé et secret des patrons. La « démocratie » dans l'entreprise se limite au droit pour les travailleurs d'améliorer leur propre exploitation.

Les lois Auroux prorogées renforcent la politique patronale actuelle qui vise à exploiter l'« intelligence » pour accroître la rentabilité des moyens de production.

Plein cap sur *« l'entreprise du taylorisme à l'envers,* selon Michel Albert [1], *celle du principe de confiance opposée à celle du principe disciplinaire, celle de l'OS intelligent opposée à celle de l'OS idiot, celle de la culture diffusée opposée à celle de la connaissance confisquée, celle de l'ouverture sur le monde opposée à celle de la fermeture sur soi, celle de la souplesse opposée à celle de la rigidité, celle de la qualité précédant la quantité ».*

Par ces temps de crise du syndicalisme, cette politique patronale pose aux organisations syndicales un double défi. Le premier est de savoir remettre les points sur les i en démontrant qui exploite qui. Le second est de savoir animer une vie syndicale unitaire et dynamique, qui soit le véritable lieu d'expression des salariés. Faut-il préciser que le langage actuel de la CFDT, assimilant l'usine à un lieu de création et valorisant les profits patronaux, ou le cours sectaire de la CGT, ne vont pas précisément dans ce sens ?

**Michel Morel**

1. Patron moderniste, auteur du *Pari français*, président des AGF. Cette citation est extraite de son introduction au livre *l'Entreprise du troisième type*, de Hervé Sérieyx, spécialiste des cercles de qualité et de progrès, directeur du groupe Lesieur.

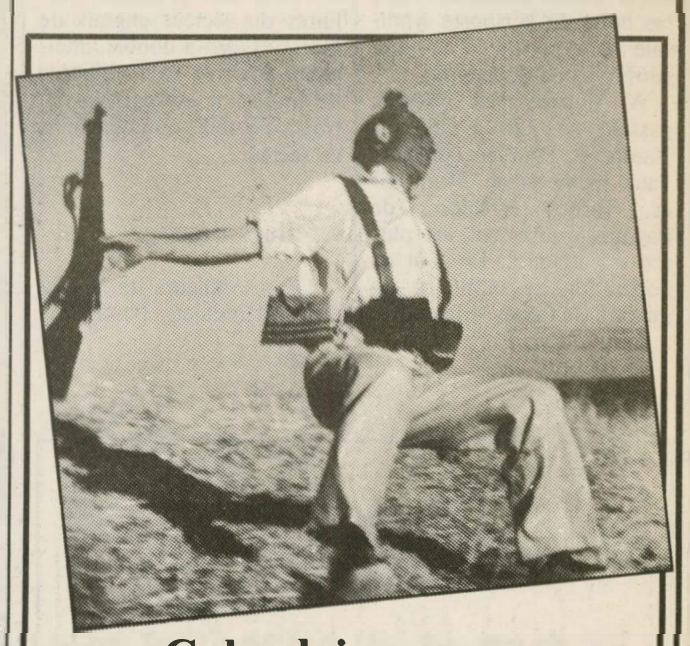
## Cause toujours !

**Le droit d'expression des travailleurs élargi par le dernier Conseil des ministres restera tout de même des plus limités. L'aventure des travailleurs de la Cofaz-Bordeaux apprenant un matin dans leur journal que leur entreprise allait être rachetée par une multinationale norvégienne (voir page 5), sans qu'ils aient un mot à dire, le démontre. Et cet exemple n'est pas une exception à la règle quotidienne des fusions et restructurations industrielles, soumises aux lois du marché.**

**A l'heure où l'on évoque chaque jour les « dénationalisations » à venir, c'est d'ailleurs le moment d'enfoncer le clou. De quoi s'agit-il en effet ? Quelques grands groupes industriels et financiers sont en train de rassembler leurs fonds pour racheter les sociétés nationalisées que la droite promet de privatiser dans les mois et années qui viennent (voir *Rouge* de la semaine dernière). Si l'opposition gagne les élections de mars 1986, les salariés des entreprises concernées risquent donc d'apprendre un beau jour qu'un nouveau maître les exploite après avoir ramassé en Bourse un bon morceau des actions de leur groupe.**

**Quel droit d'expression auront-ils devant ces grandes manœuvres qui décident, tout de même, pour une bonne part, de leur avenir ? Aucun. Il faudrait pour cela abolir le secret bancaire, mettre en cause le droit absolu de la propriété privée du capital et des salariés qui en dépendent... pour imposer le droit d'expression et de choix des travailleurs d'une entreprise sur l'avenir du groupe. Bref, une révolution ou presque... Ce n'était évidemment pas là le propos du PS et du PCF lorsqu'ils ont voté les lois Auroux... Et c'est sans doute pourquoi l'opposition ne se propose pas de les abroger si elle redevient majorité !**

**M.M.**



## Calendrier rouge 1936-1986

**En vente à partir du 15 novembre**

Douze photos, datant de 1936, du Front populaire et de la guerre d'Espagne : 30 francs + frais de port.

Ce calendrier participe à la campagne financière pour les législatives de mars 1986.

C'est un acte militant que d'en acheter plusieurs : pour toi, pour en faire cadeau à tes amis, ta famille (les fêtes de fin d'année approchent), pour le vendre à tes collègues, tes camarades du syndicat, tes voisins.

Les photos sont belles. Le prix pas cher.

Passez tout de suite commande : il n'y en aura peut être pas pour tout le monde.

## *Souscription législatives 86*

# *2,5 millions de francs*

## BUDGET DE L ARMEE

# L'austérité, inconnue au bataillon

*Le gouvernement a annoncé la couleur : son budget sera un budget de rigueur dans la continuité des précédents. Si les travailleurs devront une nouvelle fois subir des baisses d'effectifs dans la fonction publique et la compression des dépenses sociales, l'armée – de même que la police – se taille une part royale.*

La part de l'armée dans le budget pour 1986 est en hausse de 5,4 % par rapport à celui de 1985, pour une inflation prévue de 3,7 %. Elle voit donc son pouvoir d'achat augmenter, contrairement à bien d'autres secteurs. A l'intérieur de cette enveloppe de cent cinquante-huit milliards trois cent cinquante millions de francs, le nucléaire est bien sûr à l'honneur.

Les forces nucléaires bénéficient d'une augmentation de 7,7 % par rapport à 1985 (une bagatelle de vingt-cinq milliards deux cents millions de francs), soit le tiers des dépenses d'équipement militaire en 1986. Et pourtant, depuis 1960, cet arsenal a déjà coûté deux cent vingt-deux milliards de francs (valeur 1980) et aujourd'hui ce sont cent vingt mégatonnes (soit l'équivalent de six cents bombes d'Hiroshima) qui sont concentrées sous les doigts de Mitterrand. De quoi faire froid dans le dos, quand il se plaît à déclarer : *« La dissuasion, c'est moi. »* Le budget prévoit la mise à l'étude d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins, dit de nouvelle génération. La refonte de cinq des six précédents doit être poursuivie pour les équiper du nouveau missile. Seize Mirage 2 000 à vocation nucléaire doivent être aussi commandés en 1986. En deux ans d'exercice de la loi de programmation militaire qui porte sur la période 1984-1988, l'arsenal nucléaire s'est considérablement renforcé et modernisé. Le sixième SNLE équipé de seize missiles M 4 à têtes multiples a été lancé. Dix-huit Mirage IV ont été équipés pour recevoir le nouveau missile air-sol, trente-deux nouveaux Mirage 2 000 équipés du même missile ont été commandés, tandis que sont mis en route les missiles Hadès pour succéder aux Pluton.

Ces chiffres, déjà monstrueux, ne prennent pas en compte les milliards dépensés par la recherche à des fins militaires, qui sont eux, comptabilisés dans le budget du ministère de la Recherche.

Outre le nucléaire, la gendarmerie et la force d'action rapide (FAR) sont dotées comme les deux « chouchou » du gouvernement. Ce n'est pas une nouveauté. Cette orientation avait été mise en œuvre dès 1983 avec

l'adoption de la loi de programmation militaire. La FAR avait pris un modèle tristement célèbre : la force d'intervention extérieure américaine. Mobilisation beaucoup plus rapide que les grosses divisions de l'armée de terre. Elle doit être prête à *« intervenir avec tout ou partie de ses moyens en Europe dans le cadre de l'alliance ou au profit d'un des corps blindés, ou en défense opérationnelle du territoire ou naturellement en outre-mer dans une mission d'assistance »*. Elle devrait disposer en 1986 de quarante-sept mille hommes. D'ores et déjà, cet objectif fut rempli et les programmes d'armement de cette force vont bon train : nouveaux hélicoptères de combat, nouveaux chars, etc.

La gendarmerie, elle, est devenue en 1983 une arme à part entière au même titre que l'armée de terre, l'armée de l'air et la marine. Jusqu'ici intégrée dans l'armée de terre, elle a, depuis 1983, droit à un général à l'état-major interarmes. Surtout, elle connaît, contrairement aux autres armes, une croissance de ses effectifs sans précédent. Pendant les seules deux premières années du septennat, ses effectifs ont crû de manière plus importante que sous Giscard.

Il s'agit de lui confier une partie très importante des missions de défense opérationnelle du territoire et *« un rôle accru en cas de crise »* pour reprendre la formulation de l'ex-ministre de la Défense, Hernu. Cette petite phrase n'est en rien sibylline quand la gendarmerie dispose d'un matériel de plus en plus sophistiqué : hélicoptères, véhicules blindés anti-émeutes. On se souvient aussi de la part prépondérante qu'elle a prise dans le sale boulot effectué en Nouvelle-Calédonie.

Au bout du compte, le gouvernement dispose avec la FAR et la gendarmerie d'outils efficaces à la fois pour ses interventions extérieures mais aussi pour quadriller le territoire. Giscard avait déjà engagé ce processus de renforcement et de modernisation de la « défense opérationnelle du territoire ». Un pas bien supérieur a été franchi ces deux dernières années dans cette même voie. On comprend mieux pourquoi dans les mess d'officiers supérieurs ou dans les cercles de politiciens de droite, le départ d'Hernu est commenté avec regret.

Il s'agit là, pour Mitterrand, d'une orientation qui va bien plus loin que celle d'une simple gestion loyale de l'armée bourgeoise. Elle constitue pour le mouvement ouvrier la mise en place d'un arsenal extrêmement dangereux.

Quilès la tendresse, lui, ne veut pas être en reste : il dissout le centre de nageurs de combat d'Aspretto en Corse pour ressusciter le sinistre « 11e choc ». Le premier s'est révélé ne plus être à la hauteur, le deuxième constitué à partir de l'élite des parachutistes et des nageurs de combat a acquis, dans le passé, ses lettres de noblesse en Algérie et en Indochine grâce à ses exactions, liquidations, enlèvements et autres actes terroristes contre des peuples en lutte contre le colonialisme français, avant d'être dissous en 1962 pour sa collusion avec l'OAS. Le nouveau ministre mènera-t-il à nouveau campagne sur le thème de la tendresse en 1986 ? Les barbouzes qu'il remet en selle risquent de ne pas y être très sensibles.

**Bernard Clifden**


VIENT DE PARAITRE

LIBERTE
DE CIRCULATION

EGALITE
DES DROITS

FRATERNITE
FRANÇAIS–IMMIGRES

Dossier ROUGE N° 15 10 FF 4e trimestre 85 LCR



**SOUSCRIPTION JUSQU'AU 19 NOVEMBRE 1985**

***Au prix de 70 francs au lieu de 98 francs***

***« Et notre drapeau est rouge »***
***(Du Spartakusbund à la IVe Internationale)***

La révolution allemande, la montée et le triomphe du nazisme, la lutte contre le fascisme, l'après-guerre et la division de l'Allemagne : les mémoires d'Oskar Hippe, soixante ans d'histoire du mouvement ouvrier allemand.

Rejoignant le Spartakusbund en 1916, il participe au développement des conseils ouvriers au début des années vingt et traverse la tragédie de la révolution allemande : la trahison de la social-démocratie, la stalinisation du KPD et les débats en son sein, la lutte de l'opposition bolchevique léniniste qui entraine son exclusion du KPD.

Pourchassé par la réaction, emprisonné par les nazis puis, après la guerre, enfermé dans les géôles de RDA, libéré en 1955, Hippe poursuit son activité militante « à la gauche du SPD ».

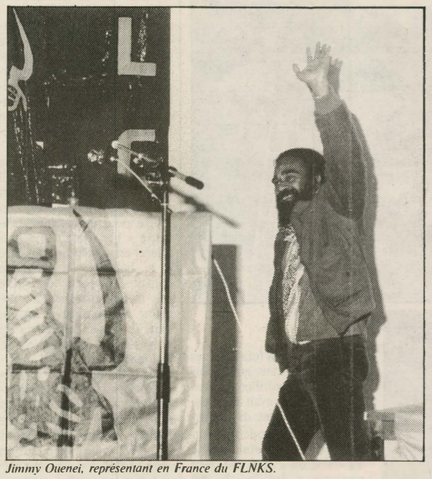
Ce livre est à la fois une analyse des événements politiques qui ont marqué en profondeur la classe ouvrière allemande et le témoignage d'un militant dont la vie entière se confond avec la lutte pour le socialisme.

. . . . . .

Je souscris pour ..... exemplaire(s) à 70 francs = . . . . . .
Frais de port..... × 9,50 francs par exemplaire = . . . . . .
Total à payer . . . . . .
Je retire ma souscription à la librairie La Brèche (9, rue de Tunis Paris 12e, m° Nation)
Je souhaite recevoir ma souscription à l'adresse ci-dessous et je règle donc les frais de port.
Nom. . . . . .
Prénom . . . . . .
Adresse . . . . . .

**Chèque à l'ordre de PEC à renvoyer à PEC, 2, rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil, accompagné du bon ci-dessus lisiblement rempli.**

# Le VII^e Congrès de la LCR s'est tenu



*Jimmy Ouenei, représentant en France du FLNKS.*

Le VII^e Congrès de la LCR s'est tenu du 31 octobre au 3 novembre, à la bourse du travail de Saint-Denis, dans la banlieue parisienne, en présence d'environ trois cents délégués. Au soir de ces assises, les participants pouvaient éprouver une certaine fierté.

En effet, dans une situation difficile pour la classe ouvrière, au terme de cinq ans de trahisons du Parti socialiste et du Parti communiste, la LCR est la seule organisation à tirer la leçon qu'il faut plus que jamais se battre pour le socialisme. Alors que les partis compromis dans l'expérience gouvernementale connaissent un effritement constant, elle peut légitimement se prévaloir de la stabilité de ses effectifs. Les militants de la Ligue interviennent aujourd'hui dans environ cent villes et sont présents dans près de quatre cents entreprises. La composition du congrès fut d'ailleurs à l'image d'une organisation dont le capital militant permet d'être véritablement enraciné dans le mouvement ouvrier de ce pays (voir ci-contre).

Au terme d'un débat où, conformément à nos traditions démocratiques, toutes les positions ont pu s'exprimer à égalité devant les militants – y compris dans la presse – et s'étaient vu allouer un budget propre, le congrès a tout particulièrement débattu de la situation politique, des tâches des révolutionnaires et des perspectives de construction de la LCR. Les documents soumis par la majorité du comité central sortant – qui se fixaient notamment comme perspective la construction d'une force unitaire anticapitaliste – ont été approuvés par une majorité relative de près de 44 % des mandats. Les amendements qu'opposaient à cette orientation huit membres de la direction sortante ont, quant à eux, recueilli l'assentiment de près de 21 % des délégués, tandis que la tendance BAD, la tendance 3 et la tendance pour le centralisme démocratique obtenaient respectivement 21 %, 12,26 % et 0,7 % des mandats.

Par ailleurs, le congrès a approuvé à une très large majorité – plus de 60 % des mandats – une motion définissant l'attitude de notre organisation lors des élections législatives et régionales de mars prochain. Nous la reproduisons intégralement dans cette page.

Enfin, le congrès s'est achevé par l'élection du nouveau comité central composé de soixante membres désignés en proportion des positions exprimées dans le débat et réunissant les principaux dirigeants centraux et régionaux de l'organisation.

De nombreuses organisations ont suivi les travaux du VII^e Congrès, en particulier un certain nombre de sections sœurs de la IV^e Internationale et les formations qui se situent en France à la gauche de la gauche (FGA, Gauche autogestionnaire, PCI, PSU, LO, PAC). Les représentants de ces dernières ont d'ailleurs pu prendre brièvement la parole devant les congressistes, tout comme Livio Maitan, au nom du secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Malgré l'importance des débats et quelquefois la vigueur des discussions, l'internationalisme fut au cœur du congrès, comme il est au cœur du combat de la LCR. Le meilleur symbole en fut la longue ovation réservée au représentant du FLNKS, Jimmy Ouenei, lorsqu'il vint saluer les délégués et l'adoption, par acclamation, d'un message de soutien au Front sandiniste de libération nationale du Nicaragua.

C. P.

## Message de soutien au FSLN

Le VII^e Congrès de la LCR (section française de la IV^e Internationale), réaffirme son soutien à la révolution populaire sandiniste et à son avant-garde le FSLN, dans sa lutte contre l'agression impérialiste.

Face à la contre-offensive accrue de l'impérialisme pour étrangler la révolution nicaraguayenne, des mesures d'urgence ont été prises par le gouvernement nicaraguayen.

Au moment où la presse internationale redouble sa campagne de calomnies contre le Nicaragua, le VII^e Congrès de la LCR (section française de la IV^e Internationale) engage l'ensemble de ses militants et appelle l'ensemble du mouvement ouvrier à renforcer la solidarité internationale autour du Nicaragua et à regrouper toutes les forces pour le succès de la campagne « le Nicaragua doit survivre ».

Vive la révolution populaire sandiniste !
A bas l'impérialisme yankee !
Vive la révolution centro-américaine !

Saint-Denis, le 3 novembre 1985

## Le congrès en chiffres

- Parmi les délégués, il y avait 72,40 % d'hommes et 27,60 % de femmes.
- 12 % des congressistes étaient âgés de 20 à 25 ans, 32 % de 25 à 30 ans, 28 % de 30 à 35 ans, 19 % de 35 à 40 ans et 9 % avaient plus de 40 ans. Ce qui représente une ancienneté moyenne de 9 ans et demi dans la LCR.
- 36,5 % des délégués étaient syndiqués à la CGT, 21,5 % à la CFDT, 27,75 % à la FEN.
- 5 % des délégués avaient adhéré avant 1968, 23 % entre 1968 et 1973, 43 % entre 1974 et 1979, et 29 % entre 1980 et 1985.

## Intervention de Jimmy Oueneï au nom du FLNKS

Le FLNKS adresse un salut chaleureux et fraternel au congrès de la Ligue communiste révolutionnaire.

L'invitation qui nous est faite aujourd'hui atteste, une fois de plus, de la tradition vivante que vous avez su préserver à la IV^e Internationale et qui fait que pour les militants ouvriers et les militants nationalistes révolutionnaires l'internationalisme c'est notre pays à tous.

Camarades, c'est en toute humilité que nous voulons occuper la tribune du congrès de la LCR. Car si la Kanaky se bat aujourd'hui avec la détermination que vous savez, d'autres peuples luttent dans des conditions autrement plus difficiles. Nous pensons, en particulier, à nos frères noirs sud-africains, à nos frères du Timor face au fascisme indonésien, au Salvador et au Nicaragua face à l'impérialisme américain.

Pour le FLNKS, rien n'a fondamentalement changé aujourd'hui par rapport au 18 novembre. Certes, notre victoire aux élections du 29 septembre légalise en quelque sorte le rapport de forces établi sur le terrain depuis le 18 novembre. Et cela nous conforte pour au moins deux raisons :

– D'abord, elle anéantit toutes les insanités proférées sur la représentation du FLNKS ; 75 % en effet dans l'opinion indépendantiste, voilà qui nous confère, au plan international, autorité et crédibilité.

– Ensuite, elle permet de jeter les bases du socialisme que nous voulons pour la Kanaky.

– Enfin, légalité ou pas, le 29 septembre consacre des positions acquises de haute lutte et qui ne manqueront pas de servir de tremplin pour briser demain l'enclave blanche de Nouméa.

Si vous suivez l'actualité aujourd'hui en Kanaky, vous constatez que la droite et l'extrême droite n'ont pas désarmé et continuent en toute impunité à s'attaquer à notre mouvement.

Au Congrès, Ukeiwé et ses maîtres interdisent d'expression nos élus et s'opposent à l'application des réformes pourtant bien timides de Fabius et Pisani. Il ne se passe pas une seule semaine depuis le 29 septembre sans que leurs gros bras ne s'attaquent à nos militants et à nos locaux. Lors de la dernière braderie, suite à un affrontement avec les Wallisiens, les Kanaks sont ensuite copieusement passés à tabac au commissariat.

Chaque week-end, les provocations se multiplient. Les nervis attaquent les Kanaks dans les bars, attaquent le siège de *Bwenando*, tentent de brûler le siège du FLNKS, brouillent Radio-Djiido et cherchent à saboter le matériel acquis grâce à la solidarité internationale.

Ces forfaits donnent la mesure de ce que seront les mois qui viennent jusqu'en mars 1986. Ils attestent de la stratégie de tension engagée par la droite et l'extrême droite pour ne pas être foulées en 1986.

Il est donc absolument vital que la mobilisation internationale reparte au plus vite, en consolidant le soutien politique qui s'est manifesté au FLNKS, en élargissant la solidarité aux forces politiques et démocratiques restées jusqu'ici discrètes ou fuyantes, en concrétisant le soutien politique par une contribution active en faveur de *Bwenando*, de Radio-Djiido, et surtout en faveur des écoles populaires issues du 18 novembre, en faveur des jumelages avec nos comités de lutte.

Pour finir, nous remercions la LCR et ses organisations pour le concours précieux que vous avez assuré pour la sécurité de nos dirigeants, de nos militants, de nos meetings.

Soyez nos interprètes auprès de l'ensemble des sections de la IV^e Internationale pour ce message fraternel.

Bon congrès, camarades !

Kanaky, c'est aussi votre pays !

# *Motion sur les élections de 1986*

**I. Notre démarche pour l'alternative**

L'appréciation de la situation politique et la crise du mouvement ouvrier nous ont amenés, il y a plus d'un an, à engager une démarche unitaire offensive. Notre volonté de tisser des liens avec les organisations et militants se situant en rupture par rapport à la politique gouvernementale s'est concrétisée par un certain nombre de propositions.

D'une part, des prises de positions communes et la mise sur pied de collectifs unitaires visant à affirmer la nécessité du débat et de l'action sur les thèmes clés de la situation. Ces collectifs devaient à nos yeux constituer des pôles susceptibles de servir de références aux travailleurs se posant le problème de sortir des ornières de la collaboration de classes, cherchant à agir pour changer la situation. Dans ces conditions, ils pouvaient constituer de possibles médiations pour agir sur la crise des organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier. Il s'agit donc d'une démarche qui doit s'inscrire dans la durée et viser au-delà de l'échéance de 1986, même si celle-ci constitue une échéance politique décisive.

Dans le cadre des élections de 1986, nous nous sommes déclarés favorables à la recherche d'un accord avec LO qui s'inscrit dans une triple continuité :

– notre caractérisation de l'attitude politique générale de LO : indépendance par rapport au gouvernement, au PS et au PC, défense des intérêts de classe fondamentaux ;

– notre caractérisation de la place qu'occupe un accord électoral national entre nos organisations dans l'augmentation de nos capacités à influencer une large couche de travailleurs peu ou pas organisés ;

– celle de rapports loyaux et sans ambiguïtés entre nos deux organisations.

Mais un tel accord, positif, serait limitatif au regard des exigences de la situation. C'est pourquoi nous avons mis en avant la perspective d'une large coalition électorale allant de LO et la LCR jusqu'aux Verts. Une telle coalition, fondée sur quelques points fondamentaux dans la situation (refus de l'austérité, combat contre le racisme, solutions anticapitalistes, internationalisme, défense de l'environnement, etc.) pouvait s'appuyer sur les convergences apparues dans les mobilisations, relayer les avancées effectuées sur le terrain de l'alternative et répondre positivement aux enjeux électoraux et politiques de 1986 en affirmant une force unitaire « à la gauche de la gauche ».

**II. Premier bilan**

Le bilan présent de cette bataille est double :

a) Quelles que soient les évolutions qu'elle a provoquées en ce qui concerne les organisations politiques (évolution importante du PSU, mise à jour des contradictions du projet de la FGA de « convergence Verts/alternative », acceptation de LO de participer à titre d'observateur aux diverses réunions), une large coalition électorale pour 1986 n'est pas possible. En effet, les différentes forces nationales susceptibles d'être parties prenantes d'un tel projet ne sont pas prêtes à s'y impliquer à l'échelle nationale.

b) Au plan local, par contre, des collectifs réellement unitaires se sont mis en place dans une vingtaine de villes. Ces collectifs se posent le problème d'intervenir sur le champ politique, en particulier à l'occasion de 1986. Plusieurs d'entre eux envisagent de présenter des listes aux régionales.

Malgré des limites évidentes liées à la situation politique, de premiers résultats ont été obtenus. Quelles que soient ces limites, la LCR estime que ce mouvement est positif, car il jette des ponts pour l'après-1986. La LCR soutient donc totalement.

**III.** Les élections législatives de mars 1986 constituent la priorité politique, militante et financière pour la campagne de la LCR. Le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour rassembler les conditions permettant de présenter un maximum de listes aux législatives et, en tout état de cause, dans un minimum de vingt-cinq départements.

**IV.** Le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour organiser la campagne de la LCR selon les principaux axes suivants :

a) dénoncer la compromission du gouvernement avec les patrons et les possédants ; faire apparaître une force anticapitaliste contre la trahison des intérêts ouvriers et populaires par le PS et le PCF, dont la politique commune, jusqu'en 1984 et séparée depuis, favorise l'offensive de la droite et de l'extrême droite ;

b) barrer la route à la droite revancharde et à l'extrême droite raciste qui veulent aggraver les attaques déjà lancées contre les travailleurs et leur faire payer la crise ;

c) populariser les éléments clés d'une politique au service des travailleurs et tournée contre le profit capitaliste.

– contre l'austérité et le chômage, l'amputation du pouvoir d'achat, la remise en cause des acquis et de la protection sociale ;

– contre le racisme, pour l'égalité complète des droits entre immigrés et Français ;

– contre l'oppression des femmes et l'offensive réactionnaire dont elles sont victimes ;

– pour la solidarité internationale de la Pologne au Nicaragua, pour l'indépendance de la Kanaky et celle de tous les peuples asservis par l'impérialisme français ;

– contre la force de frappe et la militarisation, contre le nucléaire et la destruction de l'environnement.

En menant campagne sur ces axes, la LCR défendra la nécessité de construire une force anticapitaliste qui soit une garantie pour la défense sans compromis des intérêts ouvriers, et qui rassemble tous ceux et celles qui savent qu'aucune confiance ne peut être faite, dans ce domaine, au PS et PCF.

**V.** Depuis plusieurs mois, la LCR combat pour la construction d'une alternative anticapitaliste. Le congrès de la LCR a réaffirmé que cette démarche ne s'arrête pas avec les élections de 1986. Pour ces élections, la LCR avait proposé une large coalition électorale allant des Verts à LO. LO est la seule organisation prête à s'engager avec nous dans une campagne nationale. Dans quelques départements seulement, des regroupements unitaires semblent prêts à se présenter aux élections. Dans ces conditions :

– la présence nationale des révolutionnaires dans la campagne législative et la nécessité d'y défendre une politique alternative à celle des directions réformistes du PS et du PCF constituent un objectif essentiel. L'affirmation d'un pôle révolutionnaire crédible dans cette campagne représente une nécessité urgente, y compris comme point d'appui pour poursuivre la bataille unitaire à l'occasion des législatives ;

– le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour conclure dans les plus brefs délais avec LO un accord national qui devrait aboutir à :

a) un effort financier et militant des deux organisations qui permette une présence nationale des listes communes atteignant un niveau nécessaire pour leur crédibilité face aux forces politiques ;

b) une campagne unitaire sur la base d'une plate-forme politique commune et selon des modalités techniques à mettre au point entre les directions nationales des deux organisations.

– le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour proposer à LO que les deux organisations, dans les départements où elles ont décidé de se présenter, s'adressent ensemble aux autres forces politiques afin de constituer des listes communes aux législatives, là où c'est possible. Dans cette éventualité, la LCR et LO proposeraient que la discussion et la rédaction des plate-formes concernées se fassent sur une base unitaire large respectant les positions de chacun ;

– d'ici mars 1986, les militantes et militants de la LCR consacrent leurs efforts à l'organisation de la campagne législative nationale avec LO et pour tenter de constituer un cadre unitaire plus large partout où c'est possible, au niveau départemental ;

– le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour soutenir d'éventuels processus unitaires déjà engagés et les listes unitaires susceptibles d'être présentes dans un certain nombre de départements aux régionales et dans quelques cas aux législatives. Le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour proposer un soutien ou une participation à ces mêmes processus et listes.

**VI.** Dans le cadre de la priorité qu'elle accorde à la campagne législative, la LCR participera à la constitution de listes régionales en fonction de la réalité et de la représentativité des composantes qui peuvent en être à l'initiative, au travers d'accords unitaires ou de collectifs locaux.

Le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour assurer la participation ou le soutien de la LCR à de telles listes, dans la mesure où leur plate-forme et leur campagne se situent sur des bases politiques convergentes avec celles de la LCR, c'est-à-dire clairement en opposition à la droite et à l'austérité gouvernementale et affirmant la nécessité d'une force anticapitaliste à la gauche du PS et du PCF.

L'objectif de la souscription correspond à la nécessité de présenter des listes de la LCR dans au moins vingt-cinq départements. Il est donc impératif. Au-delà de ces vingt-cinq listes, notamment dans le cadre d'un accord national LCR-LO, le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour décider définitivement, en décembre, de la répartition des efforts fournis entre législatives et régionales. La condition pour la participation à des listes régionales reste la réalisation des objectifs locaux des villes pour la souscription nationale.

**VII.** Le congrès mandate le comité central pour définir les modalités d'une bataille systématique en direction du **MPPT** et des Verts, qui présenteront des listes dans la plupart des départements.

**VIII.** Tous les membres de la LCR sont engagés dans une même campagne et y défendent la même plate-forme politique, quelles que soient les conditions électorales de leur département.

Dans les départements où la LCR n'aura pas présenté de liste ou n'en soutiendra aucune dans le cadre des accords conclus, le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour appliquer les consignes suivantes :

– nous appellerons à voter pour des listes se situant clairement à gauche du PS et du PCF : listes unitaires locales, MPPT, organisations d'extrême gauche, listes locales se situant à gauche et se prononçant contre la politique d'austérité à l'initiative de militants écologistes par exemple ;

– dans le cas où de telles listes ne seraient pas présentes, nous ne renvoyons pas dos à dos partis bourgeois et partis ouvriers réformistes ; nous appellerons à voter pour le PS et le PCF avec comme seule explication que nous ne ferons rien qui puisse aider la droite à revenir au pouvoir.

## MATRA-QUIMPER

# La flexibilité déchire la CFDT

*Un délégué CFDT était exclu du syndicat fin septembre, parce qu'il refusait avec la majorité de ses camarades de travail un accord flexible. La presse locale a largement rendu compte de cette démolition organisée de la CFDT Matra.*

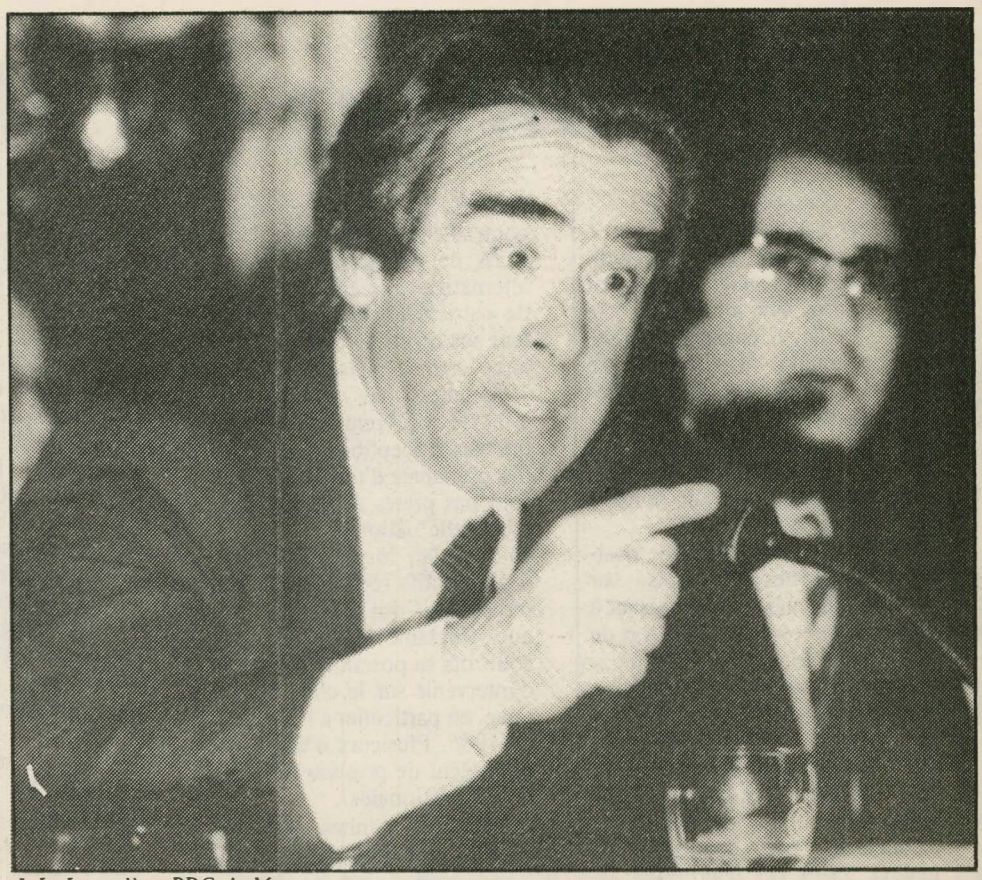
*« Monsieur André Allain ne représentera plus notre organisation dans les instances suivantes : comité d'établissement, comité central d'entreprise et délégué du personnel. »* Ce courrier, signé par le secrétaire de la CFDT locale, a été adressé à la direction de l'entrepirse Matra, à l'inspection du travail et... à l'intéressé fin septembre. Après vingt-quatre ans d'adhésion, celui-ci est exclu du syndicat: il n'était pas assez flexible.

La direction de Matra venait de proposer de nouveaux horaires aux ouvriers de l'atelier presse, qui travaillaient jusqu'alors en 3 × 8, du lundi matin au vendredi soir. Elle contourne au passage le comité d'entreprise et choisit comme interlocuteurs des groupes de travail composés de salariés qu'elle a choisi. Elle réduit le temps de travail à trente-cinq heures en moyenne sur deux semaines, sans perte de salaire, mais en imposant des horaires flexibles. Elle crée une quatrième équipe (sans embauche, les « nouveaux » seront mutés d'une autre usine du groupe) : chacun des salariés concernés sera susceptible de travailler trois samedis sur quatre par mois et un dimanche sur quatre jusqu'à quatre heures de matin. Le calcul de la moyenne de trente-cinq heures sur deux semaines lui permet de faire travailler les salariés quarante-sept heures une semaine et vingt-quatre la suivante.

Un vote est organisé par la CFDT auprès des salariés concernés : cinquante-trois se prononcent contre les nouveaux horaires, vingt pour, cinq s'abstiennent. La CGT avait refusé les propositions patronales, le délégué syndical CFDT de l'entreprise n'en signe pas moins l'accord flexible. *« En cette période de crise (...) nous devons tenir compte de la nécessité pour les entreprises d'assurer une meilleure utilisation des installations et des équipements pour faire face dans les meilleures conditions possible à la concurrence... »*

Les salariés concernés se mettent en grève, deux délégués du personnel CFDT participent à l'action avec la CGT. Une pétition de soutien circule dans l'usine et recueille plus de deux cents signatures. *« Nous ne pouvions pas apposer ou refuser notre signature sans l'avis de nos mandants »,* constate le délégué gréviste, exclu de la CFDT. *« Aucun délégué fut-il fédéral ne peut ignorer l'avis des travailleurs qu'il prétend représenter. »* Le permanent interprofessionnel de la CFDT locale a jugé bon d'exclure ce troublion qui respecte l'avis de ses camarades de travail.

**Correspondant**



*J.-L. Lagardère, PDG de Matra.*

### ZONE FRANCHE BORDEAUX
### Maison des syndicats fermée !

Le maire socialiste de Bassens (agglomération bordelaise) annonçait officiellement fin août qu'il fermait la maison des syndicats (pour vétusté des bâtiments...). Elle fut occupée trois semaines, jour et nuit, en riposte, à l'initiative de l'Union locale CGT avec le soutien du SGEN-CFDT et de la CSF. Sous la pression, le maire de Bassens dut préciser ses intentions : il ne voulait pas de maison des syndicats à Bassens, pour cause d'installation prochaine de la zone franche bordelaise au même endroit ! Un comble ! D'autant que l'actuelle maison des syndicats reconvertie servirait de local au PS départemental ou régional ! La proposition des trois organisations syndicales CGT, SGEN-CFDT, CSF d'un financement commun à toutes les municipalités du coin (à majorité PS) ne soulève pas d'objection, mais elle ne s'applique pas. Les petits camarades des maires PS des communes voisines de Bassens ne se précipitent pas pour accueillir une nouvelle maison des syndicats. Sans doute, en partie, parce que les dirigeants historiques du PS local... sont mouillés jusqu'au cou dans l'histoire de la zone franche dont le projet a été commandé à leur initiative !

Le PS joue gros — électoralement notamment — dans cette affaire. Une partie de ses adhérents penche plutôt du côté du comité de soutien à la maison des syndicats qui vient d'être créé, et auquel la LCR participe. « Les gens de gauche » doivent faire reculer les élus « de gauche » ! C'est la seule façon d'isoler des élus du PS local, dont l'on peut se demander : mais où vont-ils ?

### SANTE
### Le titre IV devant le Sénat le 13 novembre

Le secrétariat de la présidence du Sénat vient de confirmer que le débat sur le titre IV viendra devant cette noble assemblée le 13 novembre. Le titre IV est un changement de statut pour le personnel des hôpitaux publics. Il touche certains acquis syndicaux du secteur et introduit le droit de licenciement.

A l'évidence, la décision prise par la coordination de lutte des « manips-radios » avec le soutien des fédérations, régions syndicales et associations professionnelles s'applique avec toute sa force. Rappelons que la décision prise était celle d'une grève reconductible, démarrant deux jours avant ce débat. (cf. *Rouge* n° 1177).

L'ensemble du personnel est concerné par les mesures contenues dans le titre IV. Dans l'unité, toutes les catégories de personnel devraient donc se joindre à cette lutte avec tous les syndicats et coordinations qui doivent se mettre en place.

***Editorial des feuilles d'entreprises***

# A bas la flexibilité !

La flexibilité, c'est la possibilité pour les patrons d'imposer le travail du week-end à n'importe quel salarié. C'est la possibilité pour les patrons de faire travailler quand ils le veulent : moins lorsqu'il y a moins de commandes ; plus lorsqu'il y en a plus.

Dans ce cas, bien sûr, plus question de paiement des heures supplémentaires ni des indemnités de chômage partiel puisque le temps de travail sera calculé à l'année et non plus à la semaine comme maintenant.

Comme aux Etats-Unis, qui est le modèle de nos patrons, le contremaître viendra nous dire la veille : *« Tu sais, il y a du travail, il faut que tu viennes samedi et dimanche et on récupérera dans deux ou trois mois lorsqu'il y aura moins de boulot. »*

Et sur cette base, les patrons réclament la levée de l'interdiction du travail de nuit des femmes car dans l'électronique, l'habillement, le commerce, là où elles sont le plus souvent à la production, ils comptent bien s'appuyer sur la flexibilité pour augmenter le nombre des équipes de nuit.

## Le gouvernement se prépare à dire oui à la flexibilité !

Jusqu'à maintenant, la loi — le Code du travail — interdit de tels abus, même si, de plus en plus, le ministère du Travail ferme les yeux.

Inflexible avec les salariés, le gouvernement prépare un décret autorisant le patronat à violer en toute tranquillité le Code du travail. Les patrons disent qu'avec la flexibilité ils seront plus « compétitifs ». Alors, en bon serviteur, le gouvernement essaie de nous expliquer que si les patrons sont plus compétitifs, ils créeront des emplois. Mensonges !

La CFDT, favorable à la flexibilité, a demandé que la création d'emplois soit obligatoire pour appliquer la flexibilité. Le patronat a refusé. Le gouvernement s'est plié aux ordres du CNPF !

La flexibilité aurait comme résultat un fonctionnement en continu des machines. Il s'agit bien d'adapter la main-d'œuvre qui existe au rythme de travail déterminé par les commandes. Alors, on ne voit pas comment ils feraient pour intensifier le travail en le payant le moins cher possible et embaucher. La flexibilité, c'est une mesure pour adapter l'emploi, pas pour en créer !

C'est ce qu'il faut attendre de ces promesses. Le seul objectif de cette mesure anti-ouvrière, c'est d'accroître encore les profits du patronat qui se portent déjà bien grâce au blocage des salaires et aux licenciements massifs qui sont pratiqués.

## Chassée par la porte, la flexibilité revient par la fenêtre !

Les syndiqués CFDT et FO avaient refusé en masse que leurs dirigeants signent avec le CNPF un accord scandaleux contenant les mêmes dispositions. Maintenant, c'est directement le gouvernement qui se charge des basses besognes.

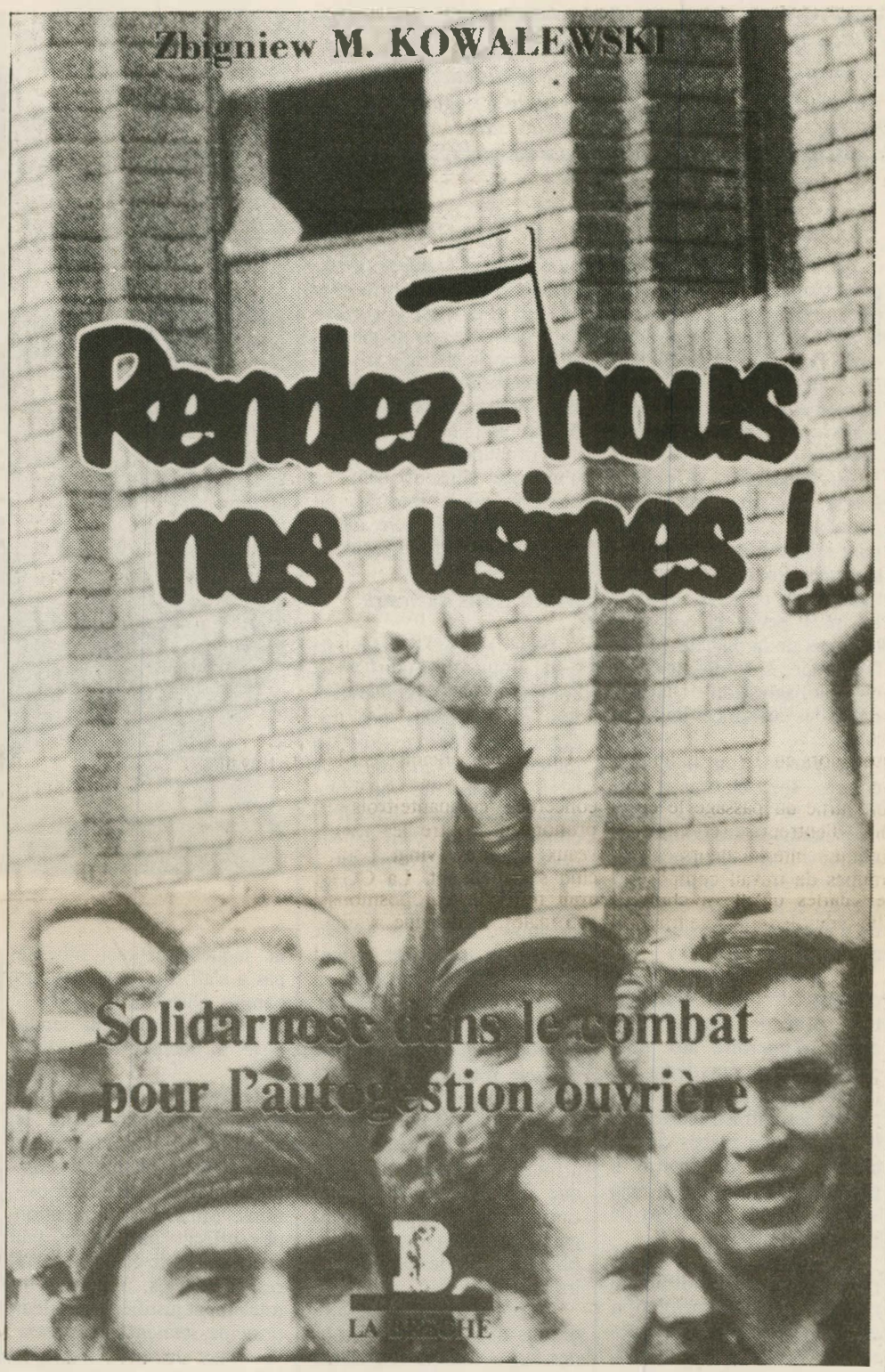
Comme l'ont fait les syndiqués de la CFDT et de FO, ainsi que l'ensemble de la CGT, tous les travailleurs doivent refuser cette nouvelle attaque contre les conditions de vie et de travail de tous.

Les syndiqués ont exprimé la volonté de l'immense majorité des salariés. Il faut imposer le respect de cette volonté à toutes les centrales syndicales et réaliser l'unité des travailleurs pour faire échec au projet gouvernemental.

## « RENDEZ - NOUS NOS USINES! »

# Au coeur de la révolution polonaise

*Zbigniew Kowalewski, dirigeant de Solidarnosc dans la région de Lodz en 1980-81, vient de publier un livre : « Rendez-nous nos usines ! » Quatre ans après le coup d'Etat du général Jaruzelski, c'est une contribution essentielle pour tous les militants ouvriers aujourd'hui : il donne les moyens de connaître et comprendre la place de Solidarnosc dans le combat pour l'autogestion ouvrière.*




Ce livre, au fond, n'a qu'un seul vrai défaut : ne pas être paru il y a quatre ans, pour lutter contre les présentations de la lutte des travailleurs polonais données par les médias à l'époque. Qu'on se souvienne... De la droite à Edmond Maire en passant bien sûr par André Bergeron et Yves Montand, tout un chacun ne voulait voir qu'une chose : les atteintes aux libertés. Qu'on se souvienne : une authentique révolution ouvrière, pour un socialisme débarrassé de l'exploitation bureaucratique, finissait par servir d'argument de propagande à ceux qui combattent ou abandonnent le projet du socialisme.

Ce livre met en lumière la véritable raison du coup d'Etat : la réaction d'une bureaucratie qui, d'évidence, ne pouvait que craindre la radicalisation en cours au sein du syndicat et des masses polonaises. Il restitue les débats principaux qui ont eu lieu dans une organisation respectueuse de la liberté de discussion, où des courants s'étaient regroupés pour approfondir les débats d'orientation.

Dans son style comme dans les informations qu'il rassemble, *Rendez-nous nos usines !* rend compte de l'expérience pratique, à partir de la région et des entreprises que l'auteur connaît bien.

Il représente aussi un apport pour plusieurs questions stratégiques, depuis l'analyse de la nature des pays de l'Est jusqu'aux problèmes de l'auto-organisation ouvrière, mettant nettement en valeur l'objectif de l'autogestion ouvrière.

### Une actualité toujours brûlante

Aujourd'hui, ce livre est d'une actualité brûlante. Face aux doutes exprimés à l'encontre du socialisme, la réalité effective de Solidarnosc est bel et bien un contre-poison. A l'inverse de l'air que chantent les défenseurs du pouvoir des « entrepreneurs », des patrons, la classe ouvrière polonaise démontrait — et le livre le retrace fort clairement — sa capacité à exercer le pouvoir et à définir des objectifs propres à changer la société. Le chapitre consacré à la question du « contrôle social du ravitaillement » est notamment un témoignage éclatant de ses potentialités.

En même temps, Kowalewski insiste sur les problèmes concrets de l'exercice du pouvoir dans un cadre autogéré. Ainsi, rapporte-t-il, dans le chapitre *« L'autogestion ouvrière »*, comment *« le pouvoir bureaucratique tenta d'imposer un règlement, à première vue sans importance, selon lequel un délégué devait être élu au minimum par cent ouvriers, et non par cinquante au maximum »*. Or des spécialistes de gestion proches de Solidarnosc avaient démontré que l'organe représentatif, au niveau des unités de production, ne devait pas compter plus de six à dix membres, représentant chacun de trente à cinquante travailleurs au maximum. En effet, disaient-ils, *« si on augmente le nombre des membres de l'organe représentatif, la responsabilité individuelle quant aux décisions prises disparaîtra de fait, tandis qu'un élargissement du groupe électoral interdira le maintien d'un lien direct entre l'élu et ses électeurs »*.

Tout en nous apportant l'expérience et les réflexions de Solidarnosc, Kowalewski ne fuit pas les questions difficiles que pose la révolution polonaise : celle de son rapport au marxisme, celle de l'Eglise... En effet, *« il est difficile de trouver au XX^e siècle une révolution*

*Zbigniew M. Kowalewski*

*ou un mouvement social dirigé par la classe ouvrière où la référence au marxisme soit aussi absente que dans la révolution polonaise »* (chapitre III).

### Une expérience à assimiler

Cela ne l'empêche pas d'être une expérience à assimiler, trop précieuse pour que nous la laissions oublier ou déformer. Le rejet du drapeau rouge, par exemple, a représenté à un moment donné une progression de la conscience de classe. En 1976, rappelle Kowalewski, on l'a vu encore lors des luttes et des manifestations ouvrières, que *« les travailleurs se rendaient encore devant les comités du POUP pour présenter leurs revendications »*. Les membres du comité central du parti de la bureaucratie chantent *l'Internationale* et le drapeau rouge flotte sur l'immeuble du POUP.

Les travailleurs, sachant qu'il faut avant tout faire jouer un rapport de forces et des capacités d'auto-organisation, affirment leur indépendance en rejetant les symboles « des autres ». Cela, cependant, peut évoluer : *« L'attitude adoptée par Solidarnosc et par les masses après l'instauration de l'état de guerre face à la fête des travailleurs du 1^er Mai traduit une tendance à la réappropriation de ces symboles. »* Cependant, conclut Kowalewski, *« une réappropriation pleine et entière de ces symboles ne deviendra sans doute possible que sur les ruines du "socialisme réel" »*.

Dans cette lutte pour le socialisme, tout en montrant le rôle conservateur tenu par l'Eglise, Kowalewski souligne qu'il *« a rencontré de nombreux militants autogestionnaires "papistes" »*. Ils ont *« collaboré en toute fraternité et sur la base d'un plein accord quant aux tâches »*. Il signale aussi comment le Vatican a utilisé une partie des idées d'un théologien polonais, le Père Tischner[1] : *« Le fait que les moyens de production deviennent la propriété de l'Etat dans le système collectiviste ne signifie pas par lui-même que cette propriété est "socialisée". On ne peut parler de socialisation* [...] *que si chacun, du fait de son travail, a un titre plénier à se considérer en même temps comme copropriétaire du grand chantier de travail dans lequel il s'engage avec tous[2]. »*

Une telle idéologie radicale des droits de l'homme comporte ses ambiguïtés, qui ne doivent pas nous cacher sa force réelle. La mise en œuvre des perspectives de Solidarnosc à une échelle de masse dévoilait, par là même, les choix conservateurs de l'Eglise. Jusqu'où serait allée cette clarification si le processus de « grève active » avait pu se développer ? Nul ne peut actuellement le dire.

*Pour toutes commandes :*
*PEC : 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil*
*Prix : 75 francs*
*Disponible à la librairie La Brèche,*
*11, rue de Tunis, 75011 Paris*

En revanche, *Rendez-nous nos usines !* restitue le débat central durant les mois qui précédèrent le coup d'Etat, celui sur la « grève active ». Il s'agissait de faire assurer le contrôle des moyens de production et le pouvoir dans l'entreprise par le biais de comités d'usine.

Début décembre 1981, la délégation de Lodz — la deuxième ville ouvrière du pays — défendait devant la direction de Solidarnosc, nationalement, *« le déclenchement de la grève active combinée à la formation de milices d'autodéfense de Solidarnosc »*. Plusieurs régions du syndicat étaient sensibles à cette orientation, correspondant à l'état d'esprit des masses devant les provocations du pouvoir. La direction du POUP ne s'y trompait pas : *« On ne saurait à aucun prix tolérer que le scénario inscrit dans la grève active ne se réalise »*, pouvait-on lire dans *Trybuna Ludu*, organe national du POUP. A quoi Kowalewski répondait, dans la presse du POUP de Lodz : *« Ceux qui craignent la grève active comme la peste, ce sont ceux qui assistent bras croisés à la désintégration de l'économie* [...], *ceux qui, pour défendre le monopole du pouvoir, leurs privilèges et leurs intérêts de cliques, sabotent la réalisation d'une véritable réforme économique en professant honteusement qu'il est impossible de nourrir le peuple. »*

Cette perspective, certes, était encore loin de faire l'unanimité au sein de Solidarnosc. Mais elle devenait cruciale dans les débats d'orientation.

Nous aurions tort de négliger les apports d'un tel livre. D'autant plus tort que, par bien des points, il recoupe et enrichit les propositions contenues dans le document « Démocratie socialiste et dictature du prolétariat » adopté par le dernier congrès de la IV^e Internationale. Les livres qui réactualisent le projet du socialisme ne sont pas si nombreux !

**Pierre Rème**

1. Père Jozef Tischner, « aumônier de Solidarité », auteur de *l'Ethique de Solidarité*, Librairie A. Ardant, Limoges, 1983.
2. *In* encyclique *Laborem Exercens.*

## NICARAGUA (I)

# Les impératif de la survie

*L'article ci-dessous est le premier d'une série de deux écrits par notre envoyé spécial à Managua après l'instauration de l'état d'urgence, le 15 octobre dernier.*

La situation chaque jour plus dramatique faite au peuple du Nicaragua, à sa révolution, interdit toute tergiversation : l'état d'urgence décrété le 15 octobre dernier par le gouvernement sandiniste est, avant tout, un acte de *légitime défense*.

Au Nicaragua, il y a la guerre. Parce que les masses populaires s'y sont soulevées pour mettre fin à une oppression séculaire et à un pouvoir tyrannique, ce pays — parmi les plus petits et les plus démunis de la planète — doit faire face, sur tous les terrains, à l'agression de la première des puissances impérialistes.

La guerre. Car il y a la contra, son état-major de Miami, ses quinze à vingt mille hommes, ses dollars par millions. L'une des armées de mercenaires les plus nombreuses et les mieux équipées de l'histoire moderne. Pour assassiner et détruire.

La guerre. Car il y a un embargo décrété à Washington. Afin de bloquer tout crédit, d'interdire aux produits nicaraguayens leurs débouchés traditionnels, de paralyser les infrastructures en les privant de pièces de rechange. Afin de mettre à genoux une économie déjà saignée par les nécessités de la défense militaire.

La guerre. Car, à l'intérieur même, chaque difficulté nouvelle pour la révolution est une raison de plus d'espérer, de se réorganiser, d'agir, pour tous ceux qui, nostalgiques de leur privilèges passés et inquiets pour l'avenir de leurs « biens », sont irréductiblement hostiles à un pouvoir qui n'est pas le leur.

La guerre. Contre un peuple conquérant de sa dignité et de son indépendance pour sa liberté. Un peuple condamné, à cause de cela, à mener sur tous les plans des combats exténuants — et à l'issue incertaine — pour survivre.

Cette réalité a déjà imposé hier, impose aujourd'hui et **imposera nécessairement demain** aux dirigeants sandinistes des mesures d'urgence et de sauvegarde fort éloignées — sinon contradictoires — dans leur contenu immédiat avec les objectifs proclamés de la révolution.

Ainsi a-t-il fallu réduire considérablement les subventions qui permettraient de maintenir le prix de vente des produits de première nécessité à un niveau très bas : le pouvoir d'achat des couches populaires s'en est trouvé affecté d'autant.

Ainsi faut-il presque quotidiennement annuler, réviser en baisse ou reporter la mise en œuvre de projets concernant des secteurs jusqu'alors aussi prioritaires que la santé ou l'éducation : crédits, matériels, personnels qualifiés ont dû être affectés à la défense.

L'instauration de l'état d'urgence s'inscrit dans ce contexte où, à tous les niveaux, les choix sont dictés par les impératifs de la survie.

### Main dans la main

Dans le cas présent, de quels impératifs s'agit-il ? Les dernières semaines n'avaient pas été marquées par une aggravation de la situation militaire. Au contraire, le bilan connu des affrontements quotidiens tendait à confirmer que, bien qu'elle opère très en profondeur à l'intérieur du territoire nicaraguayen, la contra est en situation défensive. Mais, malgré les succès de l'armée sandiniste, il est de plus en plus évident pour de nombreux secteurs de la population qu'aucune issue militaire décisive n'est envisageable à court terme. L'ampleur de l'aide que l'administration Reagan vient d'être autorisée à fournir à la contra ne peut que renforcer cette conviction largement partagée : la guerre sera trop longue et son poids sur la vie quotidienne ira croissant.

Or précisément, si les conditions de la vie quotidienne des larges masses sont allées s'aggravant depuis environ deux ans, cette aggravation s'est notablement accélérée depuis quelques mois. Fatigue, lassitude et donc démobilisation sont perceptibles ici et là. C'est le terreau sur lequel toutes les oppositions au régime et, en premier lieu, la hiérarchie catholique, comptent se renforcer. Cette dernière manifeste chaque fois plus d'audace et d'agressivité. Elle mène en particulier une véritable campagne nationale afin d'inciter les jeunes à ne pas faire leur service militaire ; en d'autres termes à ne pas participer à la lutte contre les mercenaires de la contra, au nom de la « paix », de la « concorde nationale » à restaurer... L'un des principaux instruments de cette campagne devait être le nouveau journal, *Iglesia*, que des proches du cardinal Obando s'apprêtaient à diffuser massivement avant qu'il ne soit saisi.

C'est d'abord pour se donner les moyens d'enrayer au plus vite cette spectaculaire offensive de la hiérarchie catholique — au travers de laquelle celle-ci n'hésite pas à s'affirmer sans détours comme alliée de la contra — que le gouvernement sandiniste a décrété l'état d'urgence.

Dans un premier temps, il s'agit d'intimider. D'où le caractère volontairement spectaculaire donné à l'annonce des nouvelles dispositions. Mais si l'intimidation ne suffisait pas, il ne fait guère de doute que des mesures coercitives, à notre avis totalement justifiées dans leur principe, seraient alors prises.

### Démagogies de droite et démagogies « de gauche »

Sur un tout autre plan, mais au même moment, les partis politiques de droite représentés à l'Assemblée nationale et les petites formations se voulant à la gauche du FSLN, essentiellement le PSN et le MAP, multiplient prises de position et initiatives démagogiques afin de tenter de capter à leur profit inquiétude et mécontentement naissants.

Rivalisant d'opportunisme les uns par rapport aux autres, il leur arrive parfois de se retrouver dans une sorte de front comme cela fut le cas sur la question âprement débattue du treizième mois. Le FSLN et la CST proposaient que seuls les salariés touchant moins de deux fois et demi le salaire minimal (70 % des salariés nicaraguayens) perçoivent l'intégralité de leur treizième mois en décembre prochain, ceux se situant au-dessus de ce plafond devant reverser une proportion — croissant avec leur niveau de rémunération — à un fonds de solidarité. Toutes les autres formations, ou presque, se sont mobilisées dans une belle unanimité pour que *« l'ensemble des salariés »* touchent l'intégralité de leur treizième mois...

C'est avec la volonté de mettre un terme à l'agitation intéressée autour de revendications catégorielles dont la satisfaction, dans le contexte actuel, est illusoire ou serait contraire à l'intérêt général que la suspension du droit de grève a été intégrée parmi les dispositions de l'état d'urgence.

Il s'agit encore — et surtout — d'intimider... en même temps que sont annoncées des campagnes d'explication. Mais là où cette tactique échouerait, nul ne peut douter que les mesures rendues possibles par l'instauration de l'état d'urgence seraient appliquées.

### Vers un tournant

Ce n'est pas la première fois qu'est temporairement suspendue l'application de plusieurs articles du *« Statut sur les droits et les garanties du peuple nicaraguayen »* élaboré en 1979, quelques semaines après la chute de la dictature somoziste et la victoire révolutionnaire.

Au cours de l'automne 1982 déjà, au moment où, sous prétexte de manœuvres militaires, les Etats-Unis rassemblaient une puissante force d'intervention au Honduras voisin tandis qu'à l'intérieur les secteurs bourgeois les plus réactionnaires redoublaient de virulence, des mesures semblables avaient été prises.

Depuis lors, le pouvoir sandiniste s'est engagé dans un processus d'institutionalisation. Des élections générales dont personne n'a sérieusement mis en cause le caractère démocratique ont été organisées au prix d'un effort exceptionnel, vu les circonstances. C'était il y a à peine un an.

L'Assemblée nationale issue de ce scrutin dispose de pouvoirs constituants et une nouvelle loi fondamentale est actuellement en cours d'élaboration. Les travaux — qui se poursuivent normalement — n'ont cessé d'être marqués par de réels débats sur le contenu des règles démocratiques à mettre en œuvre.

L'état d'urgence ne risque-t-il pas cette fois de porter un coup d'arrêt à ce processus et de vider le pluralisme politique de toute substance ? Les dirigeants du FSLN ne semblent pas le croire et réaffirment que le pluralisme est une *« caractéristique fondamentale »* de leur révolution.

Mais, en même temps, ils se disent *« convaincus que, internationalement, le coût politique de l'état d'urgence sera élevé »* : les campagnes hostiles vont y puiser de *« nouveaux arguments démagogiques »* ; des secteurs politiques qui, jusqu'alors, se disaient solidaires, vont trouver là des *« arguments pour se désengager »*. *« Nous savions qu'au plan international, il y aurait des retombées négatives. Nous avons pris nos décisions en toute connaissance de cause »*, déclarait le président nicaraguayen, Daniel Ortega, à Mexico quelques jours après l'annonce de l'état d'urgence.

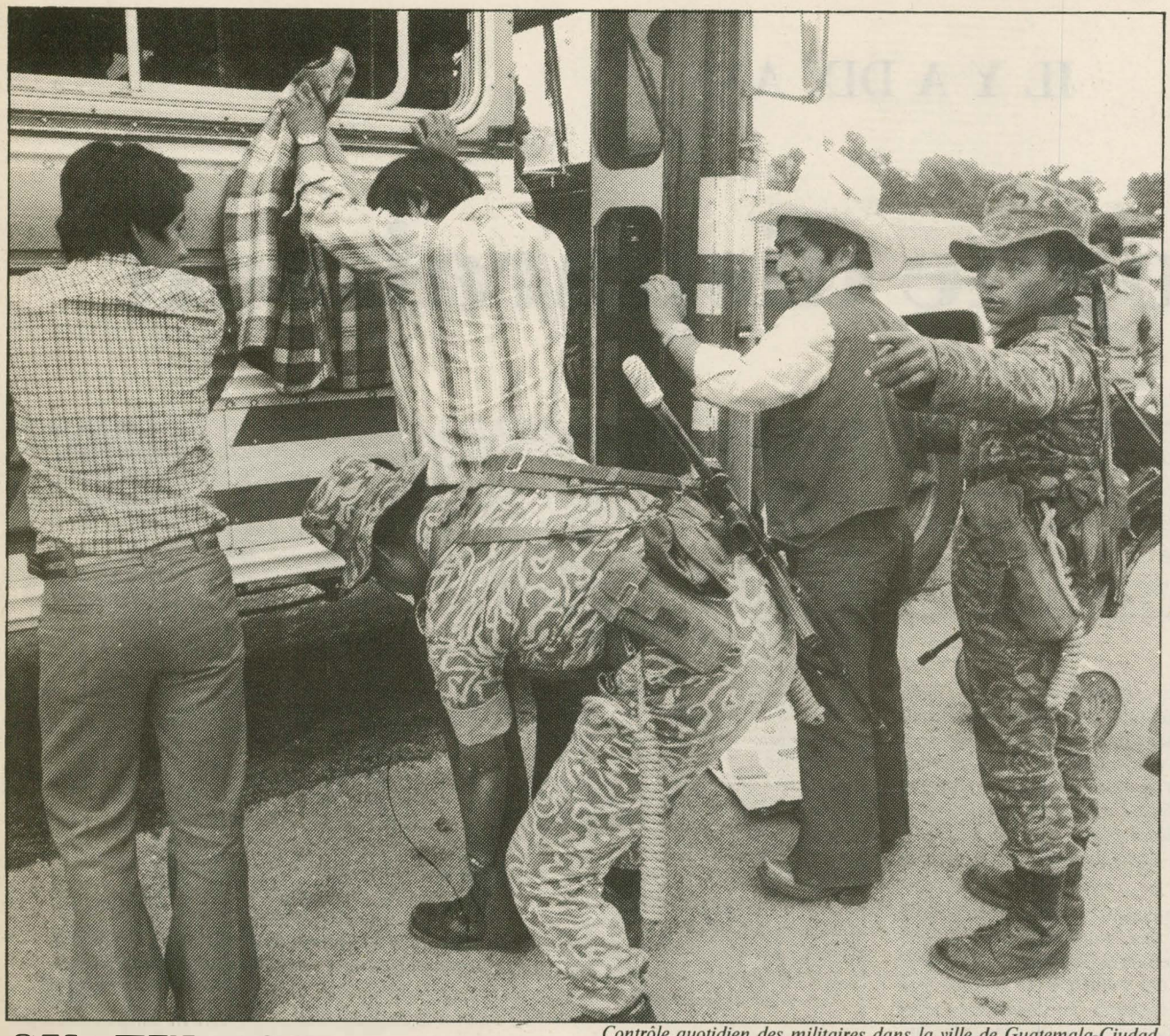
Ces déclarations répétées et convergentes — soulignant avec insistance le fait que sont assumées d'avance les effets négatifs prévisibles au plan international — sont significatives. La longue liste des initiatives politiques et diplomatiques prises par les dirigeants sandinistes au cours des six dernières années, avec pour objectif de s'assurer les plus larges appuis internationaux, n'est sans doute pas close. Mais, à l'évidence s'ébauche une redéfinition de l'équilibre entre les grandes priorités de la révolution.

Nous y reviendrons la semaine prochaine en replaçant ce processus en cours dans son contexte régional et international avant de traiter la question essentielle désormais posée : si l'état d'urgence est une réponse justifiée à une situation conjoncturelle critique ; si, en d'autres termes les mesures qu'il implique sont *nécessaires aujourd'hui à la survie de la révolution* elles ne sont, à terme, en *aucune manière suffisantes* si elles ne se combinent pas rapidement avec des mesures susceptibles d'assurer une indispensable relance de la mobilisation populaire.

**Jean-Pierre Riel**

● **Prochain article :**

**l'urgence d'autres mesures**



*Contrôle quotidien des militaires dans la ville de Guatemala-Ciudad.*

## GUATEMALA

# La démocratie d'opérette

*Les élections du 3 novembre se voulaient une confirmation du processus d'ouverture entamé par le général Mejia Victores depuis son arrivée au pouvoir en 1983. Mais cette démocratisation d'opérette ne trompe personne : les nouvelles institutions ne prévoient pas le retour des militaires dans leur caserne et n'éclaircissent en rien le sort des disparus.*

Cet épisode électoral que viennent de vivre les Guatémaltèques n'est pas des moindres : se déroulant au cœur d'un pays en proie à une importante crise économique, d'un pays traversé par *« un conflit armé à caractère interne »*, le régime génocide peut pourtant se féliciter d'être parvenu à ses fins : sortir le Guatemala de l'isolement international qui le condamnait depuis si longtemps.

En effet, quelles meilleures garanties que des élections « propres » où tout est là pour que le Guatemala devienne une démocratie ? Une Constitution ainsi qu'une loi électorale discutées puis votées par une Assemblée nationale constituante elle-même élue par l'ensemble de la population en juillet 1984. Des partis et leurs candidats ; et des pronostics aussi : on hésite déjà entre la tête de file de la Démocratie chrétienne, Vinicio Cerezo, et Jorge Serrano Elias, candidat fondamentaliste qui, au vu de l'influence particulière acquise par les sectes ces dernières années, peut déjà compter sur au moins 30 % de l'électorat...

Puis, parallèlement, il faut souligner les résultats auxquels est parvenue la diplomatie guatémaltèque. En effet, quoi de mieux pour sortir le Guatemala de son isolement que de le montrer acteur à part entière de l'immense démocratisation que semble connaître aujourd'hui le continent latino-américain ? Il faut croire que l'image extérieure de ce petit pays d'Amérique centrale a bien changé en bien peu de temps pour se permettre d'être promu vice-président à l'ONU, pour obtenir de plusieurs nations européennes des aides jusqu'ici refusées au nom du non-respect des droits de l'homme par le régime.

Si le gouvernement français a accordé dernièrement une aide de deux cents millions de francs au gouvernement guatémaltèque, c'est qu'il y aurait de quoi penser que le Guatemala n'est plus ce qu'il était : un pays ravagé par le terrorisme d'Etat.

Pourtant, bon nombre d'aspects de cette « ouverture démocratique » sont suspects. A commencer par le texte même de cette troisième Constitution : trois coups d'Etat, trois Constitutions sont la colonne vertébrale de l'histoire guatémaltèque de ce siècle. Elle légalise en effet les mesures prises sous le gouvernement auteur de nombreux massacres du général Rios Montt : l'article 16 rappelle que *« sont juridiquement valables les décrets-lois émis par le gouvernement de la République depuis le 23 mars 1982 ainsi que tous les actes administratifs et de gouvernement réalisés en accord avec la loi »*. Voilà qui amène à se demander si l'armée laissera la place aux civils !

Si effectivement les civils participent au jeu électoral, il n'est pas pour autant question de leur laisser les rênes du pouvoir.

De plus, il ne s'agit pas seulement de ne pas passer la gestion des affaires d'Etat à des partis sans programme, opportunistes voguant au gré des alliances qui se nouent et dénouent selon la conjoncture. Pour l'armée, l'enjeu est autrement substantiel : assurer la continuité de son programme à elle, un programme militaire mais également politique, économique et social : la lutte contre-insurrectionnelle.

### Camps de travail et disparus

Pour l'instant, ce projet s'accomplit. Plus de huit cent mille paysans sont embrigadés par les militaires dans les Patrouilles d'action civile (PAC), milices paramilitaires servant à la lutte contre la guérilla, mais aussi à de « grands travaux » d'infrastructures utiles à la lutte que mène le régime contre les organisations révolutionnaires. Par ailleurs, la hiérarchie militaire continue de mettre sur pied les pôles de développement. Ces ensembles de villages modèles, camps de travail permettent de contrôler les paysans indiens mais aussi de réorienter leur production en direction d'intérêts plus... agro-exportateurs. Ainsi, ces Indiens dont la religion est centrée sur le maïs et sa culture se trouvent-ils aujourd'hui à cultiver du... chou de Bruxelles.

Ces deux exemples ne sont qu'un rouage du double pouvoir que l'armée a mis en place depuis plusieurs années maintenant : l'exercice du pouvoir dans les campagnes ne se fera pas par l'Assemblée, mais par les commandants des vingt-deux zones militaires du pays, chapautés par un super-ministre de la Défense nommé, non par le président, le pouvoir exécutif, mais par l'institution militaire.

Dans ce cadre, le résultat des élections du 3 novembre est à juger à sa juste valeur. Si donc non seulement nombre d'électeurs ont eu la main quelque peu forcée, les élus, eux, ne géreront pas, quoi qu'ils puissent en penser, le Guatemala de demain.

Et les parents de disparus qui occupent depuis une semaine la nonciature, dans la capitale, et demandent à Mejia Victores ce qu'il est advenu, et ce qu'il adviendra de leurs proches, sont aussi là pour nous le rappeler.

**Renaldo Tucci.**

## TUNISIE

### *Bras de fer avec l'UGTT*

Comme en 1978, une épreuve de force s'est engagée entre le régime tunisien et la centrale syndicale UGTT, dirigée par Habib Achour. Au mois d'août, le Premier ministre, Mohamed Mzali, a fait supprimer la retenue à la source des cotisations syndicales, soit vingt-cinq millions de francs par an. Officiellement, cette décision était motivée par le refus de la centrale de condamner fermement la Libye dans le contentieux qui l'oppose à la Tunisie.

Cette accusation avait déjà servi au régime pour attaquer l'Union générale des travailleurs tunisiens en 1977. A l'époque, l'UGTT refusait le pacte social demandé par le régime pour l'application du 5e plan et appelait à une grève d'avertissement, le 26 janvier 1978, face à la sévérité de la répression. Le régime du Parti socialiste destourien fera donner sa police. Plusieurs centaines de manifestants tombent sous les balles et les principaux responsables syndicaux sont emprisonnés et condamnés à de lourdes peines par la Cour de sûreté de l'Etat.

C'est encore la manière forte que le régime emploiera six ans plus tard pour mater les « émeutes de la faim » déclenchées par la décision d'augmenter le prix du pain. La mesure d'augmentation devra être rapportée par Bourguiba lui-même.

Cette fois, l'offensive vise à briser l'UGTT si elle refuse de marcher au pas. Plus d'une centaine de responsables syndicaux sont emprisonnés, dont trois membres du bureau exécutif, parmi lesquels le propre fils d'Habib Achour. Les locaux, dont plusieurs avaient déjà été saccagés par des « milices » progouvernementales, ont été occupés par les hommes du régime, à l'exception de ceux de Gafsa et Gabès dans le sud où les militants de l'UGTT se sont retranchés.

Dans la région de Gafsa, une grève de riposte massive a été déclenchée, notamment dans les mines de potasse. Le mouvement y touche également les enseignants, les employés des chemins de fer, de la chimie, de l'électricité, des Postes...

C'est donc une épreuve de force tout à fait décisive qui se joue en Tunisie où le parti au pouvoir se pose, non sans inquiétude, la question de l'après-Bourguiba.

## AFRIQUE DU SUD

### *Silence, on tue !*

Les flics et l'armée vont enfin pouvoir massacrer tranquillement les manifestants sans que des journalistes indiscrets ne viennent se mêler d'en témoigner.

Louis Le Grange, ministre de la Loi et l'Ordre (ça ne s'invente pas !), a annoncé, samedi 2 novembre (jour des défunts, belle opportunité), que les journalistes se voyaient interdire la collecte, la distribution et la publication de toute image ou document sonore relatant une manifestation de violence dans les trente-huit districts où règne l'état d'urgence.

Cette décision, prise à l'encontre de ceux que le régime considère comme les *« catalyseurs de la violence »*, a soulevé un tollé indigné de l'ensemble de la presse internationale. Elle traduit le cercle vicieux dans lequel est enfermé l'apartheid : réprimer les manifestants, puis réprimer ceux qui parlent de répression, ne fait que grossir les rangs de l'opposition.

Botha, qui avait marqué des points contre la presse d'opposition, est de plus en plus contesté au sein de l'électorat blanc, y compris sur sa droite, comme l'ont montré les dernières élections partielles.

Face à lui, le ton monte. Certains journaux, reflétant les vues du patronat libéral, réclament son départ. Le journal anglophone libéral *Cape Times* a franchi un pas de plus dans le défi ouvert au régime en publiant une interview d'Oliver Tambo, président de l'ANC, malgré la loi qui interdit de citer tout ce qui se rapporte à cette organisation.

En même temps qu'un défi, cette interview s'inscrit dans la politique de dialogue engagée entre le patronat libéral et le mouvement d'opposition interdit. Les principaux chefs d'entreprise, puis les dirigeants du Parti libéral (PFP), sont allés s'entretenir avec Oliver Tambo. Des étudiants libéraux ont été empêchés de se rendre à une telle réunion et on murmure que des représentants des Eglises veulent également rencontrer officiellement l'ANC.

Dans son interview, le président de l'ANC se veut rassurant pour la population blanche en annonçant que son mouvement ne la combattrait pas et qu'il est prêt à *« engager des conversations sérieuses »* et qu'une *« trêve est toujours possible, par exemple si nous entamons des négociations »*.


# Inprecor

**VIENT DE PARAITRE**

**Au sommaire de ce numéro.**

**Un dossier sur la Chine avec un article de Roland Lew sur « Les effets sociaux de la réforme économique » et un autre de Li Si sur « Le mouvement démocratique chinois de 1978 à 1981 ». Egalement des articles sur la Belgique (« La polarisation électorale se renforce »), la Suède (« Erosion de l'électorat du Parti social-démocrate ») et le Mexique (« Une "démocratie" sous surveillance »). Enfin, à noter, une interview d'un dirigeant syndical grenadien, qui explique « La tentative de mise au pas des syndicats » par l'administration Reagan qui dicte toute la politique du gouvernement de la Grenade.**

## IL Y A DIX ANS

# La charogne disparaissait

*Voilà bientôt dix ans, le 20 novembre 1975, Franco disparaissait. Sa mort marquait la fin de quarante ans d'oppression, d'un régime fondé sur l'écrasement, en 1939, du prolétariat espagnol. Mais jusqu'au dernier moment le dictateur moribond a tué : le 27 septembre 1975, cinq militants de l'ETA et de l'extrême gauche étaient exécutés.*

L'agonie de Franco, c'est aussi l'agonie de la dictature. Après avoir utilisé les institutions franquistes pendant des années, la bourgeoisie espagnole les considère comme un obstacle et son problème fondamental est de savoir comment sortir de ce régime à moindre coût. La tâche est loin d'être facile. Après des années d'expansion économique, la crise commence à toucher l'Espagne. Le capitalisme national est archaïque, retardataire. Pour la fraction de la bourgeoisie la plus liée au grand capital, la plus moderne, il faut mener à bien l'entrée dans le Marché commun, moderniser des branches entières d'une industrie vieillie et peu compétitive. Il faut contrôler l'appareil d'Etat et en tout premier lieu les forces armées et la garde civile trop autonomes à son gré.

Cependant, aucun leader de la bourgeoisie n'a l'autorité nécessaire pour unifier ces différentes fractions. La mort de Carrero Blanco, exécuté en 1973 par l'ETA, a liquidé l'héritier naturel de Franco. L'intronisation à la va-vite de Juan Carlos n'a été, pour une classe dirigeante paniquée, qu'un pis-aller. Car cette bourgeoisie meurt de peur : elle doit faire face aux mobilisations ouvrières les plus puissantes d'Europe, aux grèves générales qui se succèdent les unes aux autres, malgré la répression, les arrestations massives et les morts.

### Après le Portugal, l'Espagne ?

La révolution portugaise de 1974 est venue à point pour étayer cette peur. La classe dominante sait que le niveau de tradition, d'organisation, de mobilisation du prolétariat espagnol est incomparablement plus fort que ne l'était celui des ouvriers portugais.

A l'exception d'Euskadi, c'est le Parti communiste espagnol qui structure ce mouvement de masse par le biais des Commissions ouvrières. Depuis la grève des mineurs des Asturies qui, en 1962, marque la remontée du mouvement ouvrier après la guerre civile, le Parti communiste a bâti sa force dans la clandestinité. Le Parti socialiste ouvrier espagnol n'a pas la même tradition, mais il va se reconstruire grâce à l'entrée en lutte massive de nouvelles couches ouvrières. Les partis réformistes ne sont cependant pas les seuls implantés dans la classe ouvrière. Les organisations révolutionnaires, surtout au Pays Basque, y occupent une place importante. Enfin, le prolétariat, à des degrés divers et de façon inégale, s'est auto-organisé en assemblées générales, coordinations, comités, etc.

Certes, ce mouvement de masse n'est pas homogène. Il existe un décalage réel entre son avant-garde, Euskadi, et les autres parties de l'Etat. Mais la bourgeoisie sait que cette différenciation peut ne pas être éternelle : d'autres régions connaissent des luttes massives et violentes (Madrid, la Catalogne, les Asturies) même si elles n'atteignent pas le niveau de mobilisation du Pays Basque, même si le développement de l'auto-organisation y est moindre.

La fraction la plus consciente de la bourgeoisie sait que pour sortir de la dictature sans courir le risque d'une crise révolutionnaire, il lui faut faire alliance avec les organisations réformistes sur le dos de la classe ouvrière.

Ces dernières sont toutes prêtes à jouer le jeu, moyennant certaines concessions de la bourgeoisie, et d'abord leur légalisation. Elles entendent faire comprendre à leur adversaire qu'il y va de son intérêt de classe d'accepter.

Cela, les bourgeoisies « périphériques », l'ont compris. En Catalogne et au Pays Basque où la question nationale jette de l'huile sur le feu des mobilisations ouvrières, elles sont d'ores et déjà parties prenantes des coalitions de collaboration de classe, mises en place par le PCE et le PSOE, via la formation de la junte démocratique pour le premier, de la plateforme de convergence démocratique pour le second.

Mais la bourgeoisie centraliste est encore rétive : elle n'a pas la garantie absolue que cette alliance permettra de juguler un mouvement de masse qui s'étend et se politise très vite, mettant en question (au travers de revendications telles l'amnistie de tous les militants arrêtés ou exilés depuis 1939, la dissolution des corps répressifs) le régime dans son ensemble. L'embrasement d'Euskadi après la grève de Vitoria va les faire changer d'avis.

### Vitoria

Le 3 mars 1975, c'est la grève dans la petite ville de Vitoria, grève pour des revendications salariales. Mais aussi pour la réintégration des ouvriers licenciés du fait de leur activité politique. La garde civile tire sur les ouvriers réunis en assemblée générale, on relèvera quatre morts et des centaines de blessés. Le 8 mars, la grève est totale dans tout le Pays Basque : cinq cent mille personnes y participent. C'est la plus forte mobilisation depuis 1936.

Le poids des organisations révolutionnaires, dont nos camarades de la LCR, y est décisif. La répression est impuissante à restreindre le mouvement de masse, bien au contraire, elle ne fait que l'exaspérer et le politiser. La classe dirigeante comprend alors qu'il lui faut « sauter le pas » et que la main tendue des organisations réformistes est sa seule bouée de sauvetage. Les institutions du franquisme doivent être liquidées mais pas par la classe ouvrière. Les réformes faites ne doivent pas apparaître comme autant de concessions qui, à leur tour, nourrissent ce mouvement. La grève générale pour abattre la dictature est à l'ordre du jour, réformistes et bourgeoisie le savent, les deux veulent l'éviter.

*Franco peu avant sa mort.*

La chute du gouvernement d'Arias Navarro au printemps 1976 symbolise ce nouveau choix de la classe dirigeante. Il s'agit maintenant pour elle de manœuvrer habilement pour mener à bien la réforme. Jouer la carte du PSOE contre celle du PCE, gagner du temps, exiger de plus en plus de concessions de ce dernier ; c'est le sens de l'amnistie partielle de l'été 1976 et de la promesse de référendum qui est faite.

### Franco est mort, vive le roi

Jamais il n'y aura eu une telle différence entre état de fait et état de droit : légalement, tous les droits démocratiques sont prohibés, mais tous les jours les ouvriers manifestent, se réunissent, s'organisent. Légalement, aucun parti ouvrier n'existe, mais le gouvernement de Suarez négocie ouvertement avec eux.

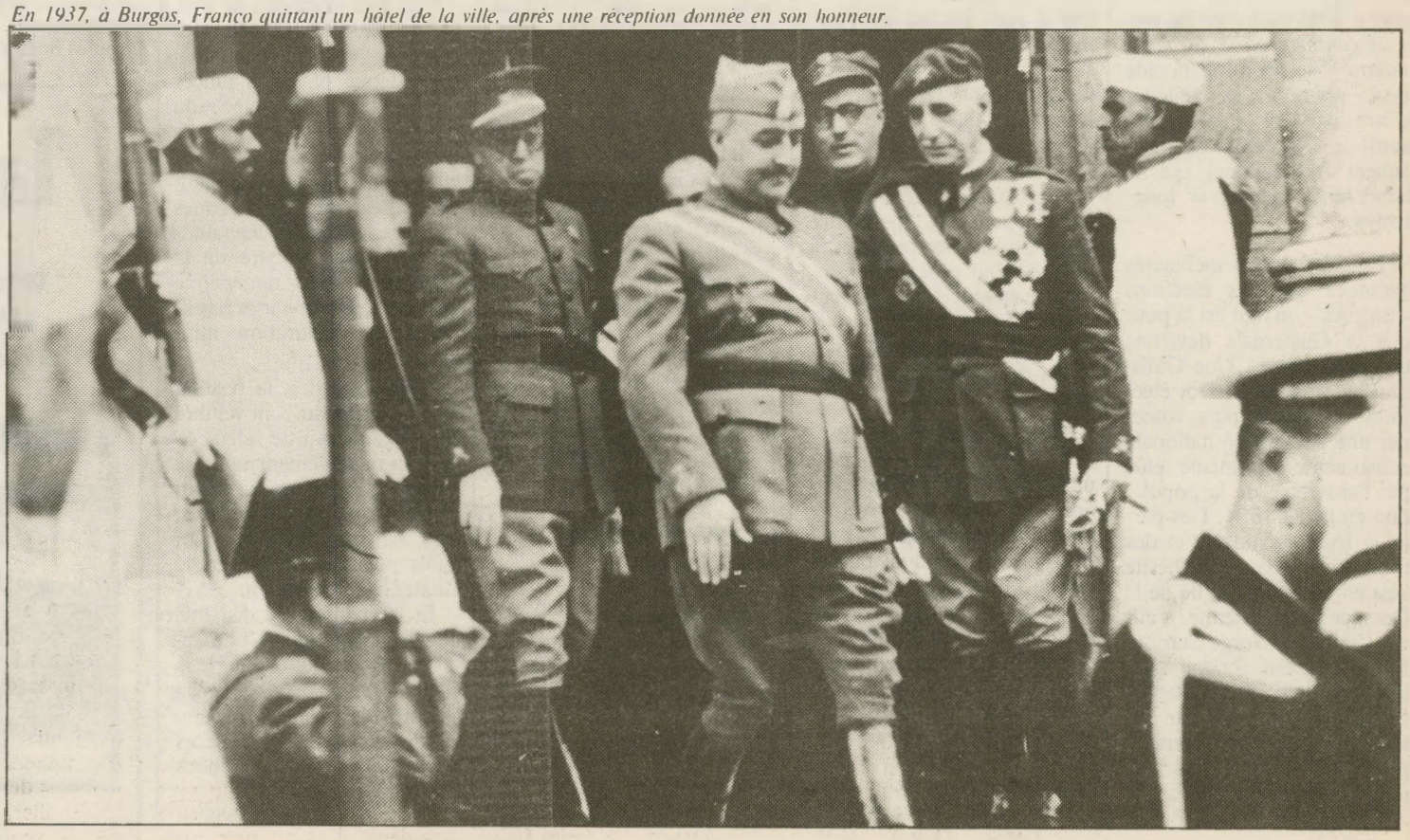
Le PCE offre toutes les garanties possibles et imaginables pour faire comprendre à la bourgeoisie que son intérêt passe par sa reconnaissance officielle. Comme le déclare Sartorius, l'un des principaux membres des Commissions ouvrières : *« On a répété à de nombreuses occasions que la crise actuelle a des caractéristiques telles qu'on ne peut en sortir si ce n'est sur la base d'un accord entre toutes les forces sociales réelles. »* Autrement dit, si vous voulez un « pacte social », faites d'abord un « pacte politique ».

Le PCE reconnaît la monarchie, l'autorité du roi, « l'unité de la patrie », la « réconciliation nationale ». Exit la République, la Constituante, le droit des nationalités opprimées à l'autodétermination. Exit la centralisation des luttes pour la satisfaction des revendications. Franco est mort, vive le roi ! L'Espagne une, grande et indivisible.

Les élections législatives du 15 juin 1977 marquent la victoire de la transition pacifique, la bourgeoisie a réussi à renverser, en sa faveur le rapport de forces. Suarez a gagné, Gonzalez a triomphé. Le PSOE est le grand vainqueur de ces élections. Le PCE, lui, avec 9 % des voix ne fait que commencer à payer le prix de sa politique suivie. Le pacte de la Moncloa, signé le 9 octobre 1977 entre les organisations ouvrières et le gouvernement, entérine noir sur blanc le prix que devra payer la classe ouvrière à la restructuration du capitalisme espagnol.

**Ariane Merri**

*En 1937, à Burgos, Franco quittant un hôtel de la ville, après une réception donnée en son honneur.*



## BAND AID

# Solidarité: l'air du temps

*Solidarity for ever, solidarité mes frères. Ce vieux chant d'entraide et de lutte des travailleurs américains a fait du chemin. Et ces temps-ci, des millions de jeunes l'entonnent pour l'Afrique. Un phénomène mi-musical mi-politique qu'il ne faut pas négliger.*

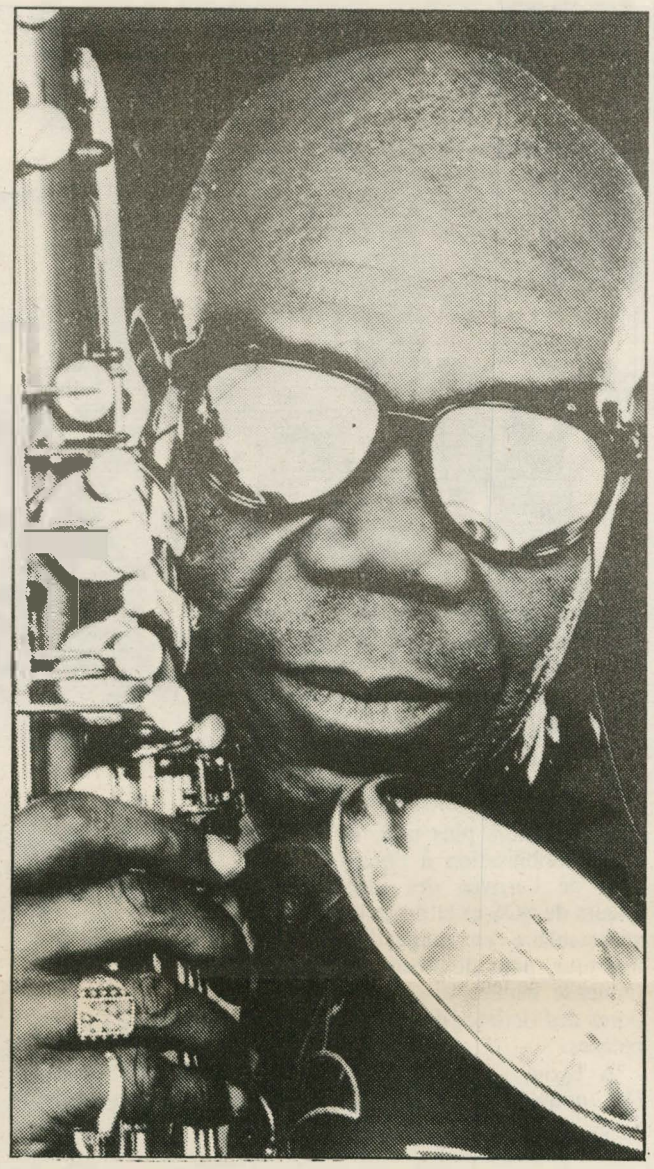
Il est une solidarité qui ne se dément pas, celle du batteur Max Roach pour les Noirs d'Afrique du Sud. Dans la suite qu'il écrivit en 1960, *Freedom now suite* (*Liberté maintenant*) [1], un morceau s'intitulait *Pleurs pour Johannesbourg*. Et cette année, il était présent à la Fête de *l'Humanité* au concert pour Mandela. En 1983, pour les soixante-cinq ans de Mandela, des artistes sud-africains, dont le trompettiste Hugh Masekala, avaient enregistré un disque au cours d'un concert commun : *African Sounds for Mandela. L'Humanité* a repris l'idée, qui s'inscrivait dans une campagne plus large et quelque peu sectaire.

Le concert, lui, a été une totale réussite. Durant six heures, on entendit, successivement ou ensemble, Max Roach, Bernard Lubat, Eddy Louiss, Salif Keita, Manu Dibango. Ce dernier, interviewé sur ce qu'il pensait des luttes actuelles en Afrique du Sud, répondit entre autres : *« Tout ça commence par le quartier, puis ça gagne les villes, ça devient national et ensuite international. »* Très belle phrase qui rappelle irrésistiblement le processus de la révolution permanente.

Dibango a été l'initiateur du disque de solidarité : *Tam-tam pour l'Ethiopie*, enregistré par une trentaine de musiciens africains. On se souvient du double concert monstre de Londres et Philadelphie cet été, retransmis par satellite pour plus d'un milliard de téléspectateurs. Un disque d'artistes français est aussi en vente. Renaud a signé la chanson qui a rapporté plus de deux milliards de centimes...

### La fraternité qui manque

Des « band aid », on en voit fleurir de plus en plus. Cette génération spontanée est tout de même curieuse. Elle mérite toute notre attention. Que des musiciens veuillent faire un geste de solidarité, limité mais utile pour des déshérités, ce n'est certainement pas nous qui les critiquerons. Et si certains managers pensent que la participation de leur poulain est une excellente opération publicitaire, là n'est pas, loin de là, le problème essentiel. Dibango, encore lui, éclaire la situation actuelle : *« Les années soixante ont été marquées par les mouvements de contestation sociale et le militantisme politique. Les mentalités changent. Aujourd'hui, les messages sont perçus à travers les sons et les vibrations artistiques. »* Après avoir cité un certain nombre d'initiatives, dont celle de SOS-Racisme à la Concorde,



*Manu Dibango : « Tous se sont retrouvés en dehors des grands discours et des clivages politiques. C'est l'air du temps ! »*

qui ont attiré des centaines de milliers de jeunes, il ajoute : *« Tous se sont retrouvés en dehors des grands discours et des clivages politiques. C'est l'air du temps ! Il a été compris qu'actuellement, la sensibilisation s'accomplit à travers la musique, et peut-être le sport. »* Quant au gigantisme de ces initiatives, Dibango pense qu'il est à la hauteur de l'Occident. Quand celui-là se lance dans une entreprise, il met en branle satellites, opérations bancaires et mégawatts. Des propos qui rejoignent ceux d'un tucard : *« Nous, on s'identifie plus à la culture rock, reggae, funky qu'aux discours politiques... Dans la musique on trouve la fraternité qui nous manque dès qu'on est confronté au monde du travail. »*

Musique et antiracisme forment un tout pour de nombreux jeunes ; un tout très positif. Mais les marchands de disques, de son et de soupe ont flairé la bonne affaire : ils s'agitent énormément, la musique c'est un gros business. D'autres commerces se mettent aussi sur les rangs. Ainsi, le tee-shirt SOS-Ethiopie, sorti dans le cadre du concert exceptionnel de Chanteurs sans frontière (qui fut un bide retentissant), sera vendu dans le catalogue des Trois Suisses et de la Redoute.

### Sous l'œil des requins

Mais au-delà des requins du commerce — et c'est beaucoup plus important —, les politiciens et idéologues au service de la bourgeoisie se sont emparés de la chose. Car tant qu'à faire de la solidarité l'un des piliers principaux de la collaboration de classes aujourd'hui dans les métropoles impérialistes, pourquoi ne pas utiliser les mêmes ingrédients pour faire oublier à la jeunesse le rôle que joue la bourgeoisie dans la crise économique mondiale ?

L'impérialisme essaie de récupérer par tous les moyens cette aspiration de la jeunesse à voyager de par le monde, à fondre dans un même creuset des cultures aux racines différentes, cette aspiration à sortir de la gangue étriquée du nationalisme. Les fabriquants de musique sont, eux, chargés de produire un « son » mondial, aussi bien pour Charlélie Couture que pour Touré Kounda ou le reggae. On tente d'uniformiser, d'aseptiser, de créer un nouveau moule.

Parallèlement vient de naître aux Etats-Unis la PMCR, une sorte de label dont l'objectif est de débarrasser le rock des produits douteux qui représentent un danger pour la santé morale de la jeunesse. En Algérie, la musique de la jeunesse longtemps interdite de scène, le raï, est enfin autorisée à apparaître publiquement à condition que les textes soient édulcorés. Il n'y a pas que la deuxième génération en France qui bouge. Ce qui plairait à tous ces gens, c'est une masse de babas cools... Mais au cas où ça ne marcherait pas, ils n'hésitent pas à favoriser aussi l'existence de crânes rasés, type virage sud du PSG, qui pourraient à l'occasion sortir des stades.

Nous avons appris à faire un peu de musique dans les manifs depuis 1968, il va nous falloir aussi maintenant faire un peu de politique contre les trafiquants de musique, d'autant que nous pouvons avoir comme alliés une tapée de musiciens qui, tels Max Roach et Manu Dibango, ont conscience de la nécessité d'une réelle solidarité politique.

**Alexis Violet**

1. Disques.
Le morceau que Max Roach a dédié à Nelson Mandela se trouve dans *Survivors*. Disque Soulnote.
Hugh Masekala vient d'enregistrer, chez Jive Afrika, *Walting for the rain* ; Manu Dibango vient de sortir chez Philips *Electric Africa*.

☆ **Samedi**, 20 h 40 (TF1), *l'Enfant bleu*, téléfilm d'Yvan Butler avec D. Labourier, J.-L. Bideau et le petit Henri Rey. Un couple se craquèle au fur et à mesure de l'évolution de la maladie de cœur de leur enfant...

22 h (TF1), « Droit de réponse » : le nucléaire.

☆ **Dimanche**, 20 h 35 (TF1), *Une étrange affaire*, film de Pierre Granier-Defferre avec M. Piccoli, G. Lanvin, N. Baye. Un cadre vampirisé par un patron new look ; une fable sociale qui vire au fantastique. Un superbe numéro d'acteurs pour ce film étranger, l'un des meilleurs de Granier-Defferre.

22 h 30 (FR3), *la Prison* d'Ingmar Bergman (1948). Premier vrai film de Bergman, c'est-à-dire pensé, écrit et réalisé totalement par lui, *la Prison* illustre ce qui deviendra le leitmotiv de toute son œuvre : Dieu n'existe pas ! Une vison sartrienne du monde et une façon très pirandellienne de faire s'entrechoquer des personnages qui nourrissent leurs actes du passé, du poids de leurs rêves et de la peur du devenir. Moins austère et désespéré que certains films ultérieurs, *la Prison* est une bonne introduction à l'œuvre de Bergman et aux chefs-d'œuvre qui vont suivre.

☆ **Lundi**, 16 h 07 (FR3), *Nous irons à Monte-Carlo*, de J. Boyer avec Ray Ventura et son orchestre. J'ai vu ça tout gamin avec mes parents et, comme aurait dit Pérec, « je me souviens » d'un film sympa, sans prétention et rigolard, bourré de chansons et de bonne humeur, comme on les aimait au début des années cinquante.

20 h 35 (TF1), *14-18*, film de montage de Jean Aurel avec un commentaire de Jacques Laurent. Un tandem très réactionnaire pour un accommodement d'images d'archives. Où est l'Histoire dans cette compilation de documents et dans ce texte qui se veut par moment sarcastique et pompier le reste du temps ? Ce « documenteur » fut salué à l'époque de sa sortie par la presse bourgeoise... et *les Cahiers du cinéma* !

20 h 35 (FR3), *les Croix de bois*, de R. Bernard avec P. Blanchard, Aimos, Antonin Artaud et Charles Vanel. Le roman de Roland Dorgelès est un roman dur, sur la guerre de 1914-1918, que la mise en scène de R. Bernard a transformé en mélodrame théâtral et lacrymal. Après *A l'Ouest rien de nouveau* de Lewis Milestone et *Quatre de l'infanterie* de G. W. Pabst, qui furent de véritables cris pacifistes contre l'horreur de la grande boucherie impérialiste, ce film français, tourné avec de véritables anciens combattants, apparaîtra non comme un plaidoyer pacifiste mais comme un film humaniste, montrant de pauvres garçons broyés par une machinerie guerrière qu'ils ne songent pas même à contester ni critiquer...

☆ **Mardi**, 20 h 35 (A2), *Diabolo-menthe* de Diane Kurys. Petit film naturaliste rétro, qui se vit gratifié du prix Louis-Delluc l'année de sa sortie. C'est dire (puisque le Delluc se veut le Goncourt du cinéma) le classicisme prudent, le ton amer mais non dérangeant d'un film qui dans la fadeur du cinéma français de 1977 (exception faite du merveilleux *Dites-lui que je l'aime* de Claude Miller !), a pu apparaître comme un produit de qualité. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

20 h 35 (FR3), *les Tartares* de R. Thorpe avec V. Mature, O. Welles. Le metteur en scène des plus beaux *Tarzan* avec J. Weismuller et d'*Ivanhoé* est tombé dans un guêpier de producteur. On ne reconnait sa patte que dans quelques scènes d'action et quelques plans de chevauchées...

22 h 05 (TF1), première partie de la retransmission du concert de Chanteurs sans frontière organisé à la mi-octobre à La Courneuve.

☆ **Mercredi**, 20 h 35 (FR3), « Agora », émission de la communauté des télévisions francophones, aborde ce soir le thème de « l'autorité ou du laisser-aller » en matière familiale, scolaire ou sociale...

☆ **Jeudi**, 20 h 35 (A2), *l'Incorrigible* de P. de Broca avec J.-P. Belmondo, G. Bujold et J. Guiomar. De l'escroquerie considérée comme un des beaux arts et un tout petit film de De Broca... On est très loin du fabuleux *Voleur* de Louis Malle où l'on retrouvait le même trio d'acteurs.

20 h 35 (FR3), *Mariage blanc*, téléfilm de P. Kassovitz avec N. Garcia et D. Olbrichsky.

☆ **Vendredi**, 23 h (A2), *Vivre sa vie* de J.-L. Godard avec A. Karina. L'un des films les plus nuls de Godard qui fut ailleurs (*Bande à part*, *Pierro-le-fou*) bien plus à l'aise qu'ici. Les dialogues désolants de vide et de prétention auraient dû bien mieux inspirer Godard... L'un des personnages ne déclara-t-il pas au détour d'une scène : *« Pourquoi faut-il toujours parler ? Il faudrait se taire. »* Dont acte !

**Michel Laszlo**

**83, 84... 85**
**LA TROISIEME MARCHE POUR L'EGALITE**

# Le vent de l'unité

*Une trentaine de collectifs unitaires de ville représentant plus de deux cent cinquante associations, réunis le 2 novembre, ont pris position en faveur d'une seule manifestation nationale à Paris le 7 décembre. Ils répondent ainsi positivement à l'appel de quelques associations de jeunes issus de l'immigration de la région parisienne.*

Le vent de l'unité a donc soufflé suffisamment fort pour jeter les bases d'une véritable montée nationale, co-organisée à tous les niveaux, permettant que s'y engouffre la plus grande mobilisation possible. Faire ainsi la démonstration que le mouvement antiraciste connaît plus que jamais la vigueur nécessaire pour s'opposer au racisme, à ses crimes, à ses sbires et entrainer la jeunesse dans la bataille pour l'égalité des droits : tel est l'enjeu dans les semaines qui restent.

### De ville en ville...

A Bordeaux, lors du départ des deux marches, l'unité réalisée sur la ville n'a pas suffi à convaincre de la nécessaire convergence, malgré les prises de position favorables des marcheurs de SOS-Racisme. A Montpellier, les deux marches ne se sont pas rencontrées, malgré la pression du collectif unitaire local, qui organisait un accueil commun.

A partir de Marseille, la pression s'est faite plus forte en direction des marcheurs des droits civiques tandis que ceux de SOS rencontraient avec succès les jeunes des cités à Toulon, Menton, dans ce Sud où les crimes racistes défraient sans cesse la chronique.

A Grenoble, ce sont près de quarante associations qui ont reçu d'abord la marche des droits civiques pour engager un dialogue fructueux et démontrer la réalité locale d'un antiracisme qui fut capable de mobiliser massivement en 1983 et en 1984, ainsi que de reprendre à son compte la campagne pour la libération de Tahar, en solidarité avec l'association Mixture de Villeneuve-sur-Lot.

*A Vallauris...*

Quelques jours plus tard, ce fut la mobilisation à l'occasion de l'arrivée des marcheurs de SOS et la descente spectaculaire en rappel sur une tour, pour déployer une immense banderole avec les noms des victimes des crimes racistes.

A Lyon, même scénario. De nouveau, le dialogue s'établit avec la première marche en dépit du refus obstiné des marcheurs d'accepter le nouveau cadre du 7 décembre, défini par la bataille unitaire.

### « Unissez-vous ! »

A Chambéry, les deux marches se sont rencontrees sous le patronage du puissant collectif de la ville, qui rassemble depuis longtemps les associations de Beurs et les antiracistes. Rencontre positive entre les marcheurs de SOS et les Beurs de la ville, sur la base d'échanges d'expériences et d'avancées réelles dans la mobilisation, lors de la manifestation sur la ville ou du meeting public commun dans la soirée.

Pour les cent cinquante jeunes de Chambéry présents, la question unanime était : *« Mais vous avez la même plate-forme, les mêmes revendications, vous êtes tous Beurs. Qu'est-ce qui vous sépare ? »* *« Rien ! »*, répondaient les Beurs de SOS avec lesquels le courant passait sans problème. Les autres refusaient de fait de répondre à cette interpellation pourtant légitime.

Le périple des deux marches se poursuit et la mobilisation s'élargit au fur et à mesure que la question de l'unité parait avancer positivement. A présent, les marcheurs des droits civiques doivent comprendre l'appel qui leur est lancé par les jeunes dans toutes les villes : *« Rejoignez le cadre unitaire du 7 ; convergez avec les Beurs de SOS ; démontrez ensemble la force et la vitalité de votre mouvement commun et sa capacité à entrainer la masse des antiracistes ! »*

Dès maintenant, partout, dans toutes les villes, cités, entreprises, lycées, la montée du 7 se prépare dans l'unité ! Il est encore temps d'en faire une immense démonstration de force contre le racisme et pour l'égalité des droits !

**Hélène Viken**

# Interview d'un marcheur

*Miguel, travailleur de Thomson-Gennevilliers, militant de la LCR, a roulé avec une colonne de SOS-Racisme. Il a bien voulu répondre à nos questions.*

**☐ Vous avez déjà parcouru de nombreuses étapes ; quelles sont les premières impressions que tu en retires ?**

L'accueil est très chaleureux dans toutes les villes, avec la présence à 80 % de jeunes. La mobilisation est plus importante là où des collectifs unitaires se sont mis en place pour accueillir la marche : Montpellier, Perpignan...

A Perpignan, par exemple, une quarantaine de personnes nous attendaient à l'arrivée. Après un premier temps de déception face à la relative faiblesse de l'accueil, nous avons tous été surpris quand trois cents jeunes d'un lycée sont arrivés en manifestation après s'être mis en grève ! Et cela malgré une intervention des CRS pour les disperser et empêcher l'expression de l'antiracisme sur la ville.

**☐ Vous êtes passés par le sud de la France, haut lieu du racisme. Comment cela s'est-il passé ?**

Les murs sont couverts d'affiches du Front national. Il existe un apartheid de fait vis-à-vis des jeunes immigrés : presque toutes les boîtes et beaucoup de cafés leur sont interdits.

Face à la force des racistes, il y a une volonté très forte de se bagarrer chez les jeunes. A chaque fois que nous sommes passés dans les villes, des centaines de jeunes nous accueillaient et exprimaient leur envie qu'on leur donne les moyens de monter à Paris manifester leur haine du racisme.

**☐ Et le problème des deux marches ?**

Partout, la question nous a effectivement été posée. A Montpellier, les deux marches se sont retrouvées pour la première fois. Le collectif unitaire avait préparé un accueil commun à tous les niveaux : repas, conférence de presse, débats. Mais l'autre marche n'est pas venue. Malgré cela, la mobilisation était importante.

A Marseille, par contre, la division a fait des ravages. Alors qu'il y a quelques mois, quatre mille personnes s'étaient rassemblées contre le racisme. Ce qui prouve que la condition pour le succès de la manifestation du 7 décembre, et pour la suite, c'est de tout faire pour que cette unité se réalise.

**☐ Quelles sont les prochaines étapes ?**

La vallée du Rhône et l'Est pour notre colonne ; la Bretagne, la Normandie et le Nord pour l'autre colonne de SOS. Mais surtout nous allons parcourir une quarantaine de villes de banlieue sur la région parisienne et l'accueil se prépare dès maintenant.

Par exemple, à Gennevilliers, un collectif s'est réuni pour l'accueil des deux marches. Le 27 novembre pour la marche des droits civiques, avec appel à manifester et a faire la fête. Le 2 décembre, l'accueil de SOS qui doit passer à Thomson et à Chausson pour finir avec le film des voyageurs de l'égalité.

**Propos recueillis par Hélène Viken**

*... et à Perpignan*

## A Nantes...

A Nantes, la caravane de SOS-Racisme a été accueillie par un collectif large composé du MRAP, de SOS-Racisme, de l'ASTI locale, du PS, de la LCR, des JCR, de la FGA, Nantes-Ecologie, JOPC, GCR, CRI-tiers monde. Le même jour une manifestation était prévue pour protester contre le centre de rétention. Deux cents personnes ont démontré leur volonté de lutter pour l'égalité des droits avant de se retrouver le soir pour un concert dans un centre social. L'absence d'unanimité pour un rassemblement le 7 décembre à Paris se ressent à Nantes et explique en partie la faiblesse de la mobilisation. En effet, parmi les organisations déjà citées, il en reste qui ne reprennent pas l'appel pour une marche unitaire. A suivre...